

Gazette officielle du Québec

Partie 1

Avis
juridiques

120^e année

30 juillet
1988
No 31

Québec 

Gazette officielle du Québec

Partie 1 Avis juridiques

120^e année
30 juillet 1988
No 31

Sommaire

Aménagement et l'urbanisme, Loi sur l'
Avis divers
Caisses d'épargne et de crédit, Loi sur les
Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil, Loi sur le
Code de procédure civile
Compagnies, Loi sur les
Compagnies étrangères, Loi sur les
Coopératives, Loi sur les
Déclarations des compagnies et sociétés, Loi sur les
Inspecteur général des institutions financières
Liquidation des compagnies, Loi sur la
Ministères, Avis concernant les
Renseignements sur les compagnies, Loi concernant les
Vente(s) par licitation
Ventes par shérif

AVIS AUX ANNONCEURS

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le Gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes. La première, intitulée « Avis juridiques », est publiée au moins à tous les samedis; la deuxième, intitulée « Lois et règlements », est publiée en français et en anglais au moins à tous les mercredis.

Contenu:

La Partie 1 de la *Gazette officielle* contient les avis juridiques dont la publication est requise par des lois ou des règlements ou encore par le gouvernement. Elle est publiée en français seulement.

Normes de recevabilité:

Les avis doivent contenir le minimum d'information requis par les lois et règlements qui régissent leur publication. On peut se référer à la *Gazette officielle* pour y retrouver des avis déjà publiés et les utiliser comme modèles. Les avis doivent être dactylographiés. Les annonceurs doivent fournir une lettre d'accompagnement indiquant clairement leurs nom et adresse, leur numéro de téléphone et le nombre de publications requises pour chaque avis.

Conditions générales:

Les manuscrits doivent être reçus au bureau de la *Gazette officielle* au plus tard à 12 h, le jeudi précédant la semaine de publication. Les avis reçus après cette date seront reportés à l'édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec se réserve le droit de retarder ou de refuser la publication de certains documents, à cause de leur longueur, de leur mauvaise formulation ou pour toute autre raison d'ordre administratif.

Les frais de publication sont payables à l'avance et doivent être acquittés par mandat ou par chèque émis à l'ordre de: « Les publications du Québec ». Un exemplaire de la *Gazette officielle* est automatiquement expédié comme preuve de publication pour chaque avis publié.

Toute demande d'annulation doit être faite par écrit et être reçue avant l'heure de tombée. Les frais déjà encourus sont facturés à l'annonceur à qui l'on rembourse tout montant versé en trop.

Si une erreur typographique se glisse dans une première publication, les annonceurs sont priés d'en aviser le responsable de la *Gazette officielle* avant la seconde

publication. Les demandes de corrections au texte original doivent aussi être faites par écrit et être reçues avant l'heure de tombée.

Tarif de publication

Le tarif de publication est de 0,70 \$ la ligne agate quel que soit le nombre de parutions.

Tarif de traduction

Le tarif de traduction est de 20 \$ les 100 mots.

Tarif pour les feuilles volantes

Le prix de vente pour les feuilles volantes est de 6 \$ la douzaine.

Prix à l'exemplaire

Le prix d'un exemplaire de la *Gazette officielle du Québec* est de 4,40 \$.

Les demandes de publication d'avis doivent être adressées comme suit:

Division de la Gazette officielle
1279, boul. Charest Ouest, 9^e étage
Québec G1N 4K7
Téléphone: (418) 643-1328

Abonnements

Tous les abonnements sont payables à l'avance. Faire parvenir votre chèque ou mandat-poste émis à l'ordre de « Les Publications du Québec ». Aucune réclamation après 90 jours.

Tarif d'abonnements

Partie 1 « Avis juridiques »: 53 \$ pour 12 mois
Partie 2 « Lois et règlements »: 77 \$ pour 12 mois
Partie 2 « Laws and Regulations »: 77 \$ pour 12 mois.

Toute correspondance concernant les abonnements doit être adressée au:

Ministère des Communications
Service des abonnements
531, rue Deslauriers
Saint-Laurent H4N 1W2
Téléphone: (514) 337-8361

Prière de faire part de tout changement d'adresse six semaines avant la date du déménagement et de retourner l'étiquette portant l'ancienne adresse.

TABLES DES MATIÈRES

AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME — LOI SUR L'

M.R.C. DE BONAVENTURE (<i>Prolongation de délai pour permettre de modifier son schéma d'aménagement</i>)	2935
M.R.C. DE PABOK (<i>Prolongation de délai pour permettre de modifier son schéma d'aménagement</i>)	2935

AVIS DIVERS

COMMISSION SCOLAIRE DE BARRAUTE-SENNETERRE (<i>Rachat d'obligations</i>)	2935
COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE DE LA MAURICIE (<i>Rachat d'obligations</i>)	2935
COMMISSION SCOLAIRE SAINT-EXUPÉRY (<i>Rachat d'obligations</i>)	2936
COMMISSION SCOLAIRE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU (<i>Rachat d'obligations</i>)	2936
PAROISSE DE SAINTE-FAMILLE DE JONQUIÈRE (<i>Changement de limites</i>)	2936
SUCCESSION ALAIN COURSOL (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	2936
SUCCESSION GAÉTAN SÉGUIN (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	2936
VILLE DE MONTRÉAL (<i>Rachat d'obligations</i>)	2937

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT — LOI SUR LES

CAISSE POPULAIRE DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION DU SAGUENAY (<i>Changement de nom et de groupe</i>)	2937
--	------

CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL — LOI SUR LE

ACCORDÉS

Akos Ian Wright	2937
Alan Wing Lun Ng	2937
Antonio Porto	2937
Emma Raymonde Raymond	2938
Françoise Perri	2938
James Joseph Normand O'Connor	2938
Joseph Adrien Antonio Dallaire	2938
Joseph Alfred West	2938
Joseph Bruno Gilles Alain Pierre Aubry	2938
Joseph Denis Martin Everell	2938
Joseph Gérard Gaston Lemay	2938
Joseph Jean Paul Gérard Carter	2939
Joseph Jean Raymond Gobeil	2939
Joseph Roland Steven Chouinard	2939
Joseph Tony Bussiére	2939
Louis Édouard Martin-Vera	2939
Marie Anne Adélina Line English	2939
Marie Annie Rose Agnès Deschamps	2939
Marie Brigitte Mireille Lafrance	2940
Marie Danie Diane Goudreault	2940
Marie France Dagnielle Redmond	2940
Marie Georgina Elmire Régina Bouchard	2940
Marie Paule Victoire Vicky Paillé	2940
Marie Rollande Provencher	2940
Marie Rosa Eveline Rosiane Talbot	2940
Marie Simone Anna Thibault	2940
Marie Simone Zélia Lily Laflamme	2941
Momi Salomon Pinto	2941
Russell John Muravsky	2941
Thaïa Hatgyanikas	2941

DEMANDES

Albertus Pinel (dit Lafrance)	2941
Donatine Garon	2941
Esprit-Saint Eugénelle St-Amand	2941
Ferid El Mouldi	2941
Françoise Gagnon	2941
Gérald Gagnon Bolduc	2942
Habib Boylu	2942
Hélène Marie Marois	2942
Ilyas Bulent Boylu	2942
Johanne Laprice	2942
Joseph Albert Robert Hamond	2942
Joseph Armand Sieve Théberge	2942
Joseph Jeannot Golinski	2942
Joseph Laurent Roger Montminy	2943
Joseph Michel Gilles Arcouette	2943
Joseph Réal Jacques Guy Mongrain	2943
Joseph Roger Laetare Paré	2943
Lesly Desmangles	2943
Louise Marie France Johanne McNeill	2943
Marie Alphonsine Mabel Garneau	2943
Marie Jeanne Joséphine Langlois	2943
Marie Lauraine Pierrette Vaudry	2944
Marie Louise Denise Jalette	2944
Marie Lucille	2944
Marie Pauline Albertine Bonneau	2944
Mariette Duhaime	2944
Martin Dorais-Pagé	2944
Myer Babinsky	2944
Peter Lawrence Cowper	2944
Sait Boylu	2945
Sophie Brisebois	2945
Stella Bussières	2945
Sylvie Gignac	2945
Tai-Think Lam	2945
Yet Wah Lee	2945

CODE DE PROCÉDURE CIVILE (Article 139)

DIANE GAGNON c. GARRY MOORE (<i>Assignment</i>)	2945
---	------

COMPAGNIES (PARTIE I) — LOI SUR LES

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES	2946
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES — AVIS DE CONVERSION (Article 17)	2946

COMPAGNIES (PARTIE IA) — LOI SUR LES

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONSTITUTION MATÉRIAUX-BROMONT INC. (<i>Erratum</i>)	2946 3005
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONTINUATION	2963
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE FUSION	2965
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE MODIFICATION, MARCHÉ VIENS (1985) LTÉE (<i>Erratum</i>)	2965 3005

COMPAGNIES (PARTIE III) — LOI SUR LES

LETTRES PATENTES	2974
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES	2976

COMPAGNIES (DIVERS) — LOI SUR LES

DISSOLUTION — DEMANDES DE

1218-4263 QUÉBEC INC.	2978
2161-1363 QUÉBEC INC.	2978
2329-9845 QUÉBEC INC.	2978
2331-8785 QUÉBEC INC.	2978
ALEX L'HEUREUX ET FILS LTÉE	2978
AMICALE DES ANCIENS ET ANCIENNES DE LACHINE ET SAINT-PIERRE	2978
ANTECOL'S LTD.	2978
ASSOCIATION DE CHASSE ET PÊCHE CHARLESBOURG INC.	2979
CENTRE DE SERVICE CLAUDE & CLAUDE INC.	2979
CENTRE PROFESSIONNEL DE GRANBY INC.	2979
CHIBOUGAMAU MINES INC.	2979
CLUB DE SOCCER KAMIKAZES DU SUD	2979
CLUB MORD-ICI INC.	2979
CONSTRUCTION AUDET & RIOUX LIMITÉE	2979
CONSTRUCTION ELECTRONIQUE INC.	2980
CONSTRUCTION MARC-ANDRÉ NOËL INC.	2980
DATA IMAGING APPLICATIONS INTERNATIONAL INC.	2980
DISPROLUX INC.	2980
DONNÉES D'IMAGES APPLIQUÉES INTERNATIONAL INC.	2980
DON-BEL REALTIES INC.	2980
ÉGLISE BAPTISTE DU CARREFOUR CHRÉTIEN	2980
ELECTRONICS CONSTRUCTION INC.	2980
GESTIONS PHILIPPE RANGER INC.	2980
HENRI-GEO. PELLETIER & FILS INC.	2981
ICG GAZ LIQUIDE LTÉE	2981
INVESTISSEMENTS GLENEAGLES LTÉE IRAL INC.	2981
JRPM PLOMBERIE INC.	2981
J.H. KENNETH VIENS INC.	2981
LES ALIMENTS MADAKEV INC.	2981
LES CONSTRUCTIONS TURMEL ET FRÈRES INC.	2982
LES DISTRIBUTIONS B.F. INC.	2982
LES ENTREPRISES CELVIC INC.	2982
LES ENTREPRISES GÉON-BERT INC.	2982
LES ENTREPRISES HOWARDENE INC.	2982
LES ENTREPRISES H. BEAUREGARD INC.	2982
LES IMMEUBLES DON-BEL INC.	2980
LES IMMEUBLES ROCKLA LIMITÉE	2982
LES PLACEMENTS MERCANTILES INC.	2982
LES PRODUCTIONS RANGER INC.	2983
LES SERVICES ADMINISTRATIFS MARILÈNE INC.	2983
L'ASSOCIATION DES FAMILLES MONOPARENTALES D'ARGENTEUIL (AFMA)	2981
MINES CHIBOUGAMAU INC.	2979
MULTI-SERVICE GRANBY INC.	2983
PATATRAS	2983
PIÈCES D'AUTO L'APLANTE INC.	2983
PROPANE DU QUÉBEC INC.	2983
PUBLICITÉ B.B.M. INC.	2983
RECUPERBEC INC.	2983
SCIERIE BERTRAND & OUELLET LTÉE	2984
SÉCURITÉ CHARLEVOIX LTÉE	2984
SOCIÉTÉ MINIÈRE COLUMBEC LTÉE (LIBRE DE RESPONSABILITÉ PERSONNELLE)	2984
TAXI ST-LOUIS LIMITÉE	2984
TRANSPORT SOMAVRAC INC.	2984
U.L.M. SPORT LTÉE	2984

LETTRES PATENTÉES — CORRECTION DES (Article 12) 2984

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — LOI SUR LES

PERMIS DE FAIRE AFFAIRES	2985
FINANCEMENT IMMOBILIER CAPITAL GÉNÉRALE ÉLECTRIQUE INC.	2985

COOPÉRATIVES — LOI SUR LES

CLUB COOPÉRATIF DE CONSOMMATION D'ABITBI-OUEST (Liquidation)	2987
COOP D'ARTISANAT BOIS-JOLI (Constitution)	2986
COOPÉRATIVE COLLÉGIALE DE L'OUTAOUAIS «COOPCO» (Modification)	2986
COOPÉRATIVE DE RÉCUPÉRATION DU HAUT RICHELIEU (Constitution)	2987
COOPÉRATIVE D'ARTISANAT «LA QUENOUILLE» (LA MAURICIE) (Dissolution)	2987
COOPÉRATIVE D'HABITATION ADÉLARD FLOURDE (Constitution)	2986
COOPÉRATIVE D'HABITATION AU FIL DE L'EAU DE ST-CHARLES (Constitution)	2986
COOPÉRATIVE D'HABITATION LAVERNIÈRE (Constitution)	2986
COOPÉRATIVE D'HABITATION LE SUCCÈS DE POINTE ST-CHARLES (Constitution)	2986
COOPÉRATIVE D'HABITATION MULTICULTURELLE «COEUR À COEUR» (Constitution)	2986
COOPÉRATIVE D'HABITATION QUATRE AIRES (Constitution)	2986
COOPÉRATIVE D'HABITATION SENGSAVANG (Constitution)	2987
COOPÉRATIVE D'HABITATION SOKSAY (Constitution)	2987
COOPÉRATIVE D'HABITATION ST-GEORGES DE JONQUIÈRE (Constitution)	2987
COOPÉRATIVE D'HABITATION ST-JACQUES-DE-LEEDS (Constitution)	2987
COOPÉRATIVE D'HABITATION «DE LA RUE MATTE- DE MONTRÉAL-NORD (Constitution)	2986
COOPÉRATIVE D'HABITATION «FASCINATION» DE POINTE ST-CHARLES (Constitution)	2986
COOPÉRATIVE D'HABITATION «LE PAPILLON» DU SUD-OUEST (MONTRÉAL) (Constitution)	2987
COOPÉRATIVE D'HABITATION «SEPTIMO CIELO» DE MONTRÉAL-NORD (Constitution)	2986
COOPÉRATIVE D'HABITATION «SHAMROCK» DE POINTE ST-CHARLES (Constitution).	2986
LA COOPÉRATIVE DE RESTAURATION «LE CROQUE-MITAINE» (Constitution)	2987
LA COOPÉRATIVE D'AQUÉDUC DE L'ORME-ISAIE (Constitution)	2987
LA COOPÉRATIVE D'INFORMATION ET DE PUBLICATION L'ÉVÈNEMENT-CIEL (Liquidation)	2987
L'ENTRE-CLASSE. COOPÉRATIVE DE TRAVAIL EN SERVICE DE GARDE DU HAUT-RICHELIEU (Dissolution)	2987
SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE DU LAC HUMQUI (Liquidation)	2988

DÉCLARATIONS DES COMPAGNIES ET SOCIÉTÉS — LOI SUR LES

CHANGEMENT DE LA RAISON SOCIALE (Article 1879 du Code civil)	
KING DAVID LIMITED PARTNERSHIP	2988
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CHEMIN DU LAC	2988
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE KING DAVID	2988

CHANGEMENT DANS LA NATURE DE LEURS AFFAIRES

NIM AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP - 1988 2988
 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE NIM - 1988 2988

CHANGEMENT DE LEUR ÉTABLISSEMENT PRINCIPAL

ATLANTIS 1987 AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP NO. 1 2989
 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 6325 MAURICE-DUPLESSIS ENR. 2988
 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ATLANTIS 1987 NO. 1 2989
 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CHEMIN DU LAC 2989

FORMATION

ASTRAL FILM DISTRIBUTION PARTNERS AND COMPANY, LIMITED 2990
 GESTION A & S... SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 2989
 GESTION JARYFA, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 2989
 LE 1100 CRÉMAZIE, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 2989
 NIM AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP 1988 2991
 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 70 FREDMIR 2989
 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ANIMATION 2,000 2989
 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ANIMATION 3D 2990
 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ANIMATION AVENTURE DU FRANÇAIS 2990
 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ANIMATION BOULI 2990
 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ANIMATION BRANLE-BAS DE NOEL 2990
 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ANIMATION LUCKY LUKE 2990
 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ANIMATION MOUK & KIWI 2990
 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ANIMATION ROI-ARTHUR 2990
 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ANIMATION VOYAGES EXTRAORDINAIRES 2990
 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DISTRIBUTION DE FILMS ASTRAL 2990
 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ÉLEVAGE THOROUGHbred DU QUÉBEC II 2991
 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ÉLEVAGE THOROUGHbred DU QUÉBEC III 2991
 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ÉLEVAGE THOROUGHbred DU QUÉBEC IV 2991
 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ÉLEVAGE THOROUGHbred DU QUÉBEC V 2991
 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE INVESTISSEMENT OASIS ST-JEAN 2990
 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE INVESTISSEMENT RÉSIDENCES ST-JEAN 2990
 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE NIM - 1988 2991

REMPLACEMENT D'UN COMMANDITÉ

ATLANTIS 1987 AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP NO. 1 2992
 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ATLANTIS CANADA INC. 1987 NO. 1 2992
 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CHEMIN DU LAC 2992
 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE COLLECTION MICRO-ONDES 2992
 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE RIVERTON 1988 2992

COMMANDITAIRES

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 54^{ème} 2992
 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 6325 MAURICE-DUPLESSIS ENR. 2992
 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CHEMIN DU LAC 2992

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE COLLECTION MICRO-ONDES 2992

INSPECTEUR GÉNÉRAL DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES**ASSURANCES — LOI SUR LES**

NORWICH WINTERTHUR REINSURANCE CORPORATION LIMITED (*Modification de permis*) 2993

LIQUIDATION DES COMPAGNIES — LOI SUR LA

2421-2797 QUÉBEC INC. (*Dissolution*) 2993

MINISTÈRES — AVIS CONCERNANT LES**AFFAIRES MUNICIPALES****DIVERS**

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE TRAITEMENT DES DÉCHETS DE MATAWINIE (*Constitution d'une régie intermunicipale*) 2993

ÉNERGIE ET RESSOURCES**ARRÊTÉS MINISTÉRIELS**

INTERDICTION D'ALIÉNER ENTRE VIFS LES LOTS VISÉS AU PRÉSENT ARRÊTÉ POUR LA PÉRIODE FIXÉE 2993
 INTERDICTION D'ALIÉNER ENTRE VIFS LES LOTS VISÉS AU PRÉSENT ARRÊTÉ POUR LA PÉRIODE FIXÉE 2994
 MISE EN VIGUEUR DU CADASTRE DE CERTAINES PARTIES DE TERRITOIRE 2994

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES — LOI CONCERNANT LES**DISSOLUTIONS**

LES GESTIONS MICHÈLE DUPRAS INC. (*Erratum*) 3005

VENTES PAR LICITATION

PAQUET ET AL. c. PAQUET ET AL. 2996

VENTES PAR SHÉRIF**GASPÉ**

BANQUE NATIONALE DU CANADA c. LES HABITATIONS T.L.B. 132 LTÉE 2997

JOLIETTE

CORPORATION MUNICIPALE DE SAINT-CALIXTE c. AUGER 3000
 CORPORATION MUNICIPALE DE SAINT-CALIXTE c. CHAMPAGNE ET AL. 3000
 CORPORATION MUNICIPALE DE SAINT-CALIXTE c. DIONNE 3001
 CORPORATION MUNICIPALE DE SAINT-CALIXTE c. LA SOCIÉTÉ DE GESTION GINAR INC. 3001
 CORPORATION MUNICIPALE DE SAINT-CALIXTE c. LANGELIER GIRARD ET AL. 3002

CORPORATION MUNICIPALE DE SAINT-CALIXTE c. LESSARD	3002	ROUYN-NORANDA	
		VILLE DE ROUYN-NORANDA c. MCCLEMENTS	3004
RIMOUSKI		LONGUEUIL	
BEAULIEU c. CÔTÉ <i>ET AL.</i>	3003	LA BANQUE ROYALE DU CANADA. c. PAPPAS	3004
CAISSE POPULAIRE DE MONT-JOLI c. LÉVESQUE	3003		

AVIS JURIDIQUES

**Aménagement et l'urbanisme —
Loi sur l'****Municipalité régionale de comté de Bonaventure**

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979, c. 51), j'accorde une prolongation de délai, soit jusqu'au 21 octobre 1988, à la municipalité régionale de comté de Bonaventure afin de lui permettre de modifier son schéma d'aménagement.

Québec, le 18 juillet 1988

Le ministre des Affaires municipales,
PIERRE PARADIS

505

Municipalité régionale de comté de Pabok

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979, c. 51), j'accorde une prolongation de délai, soit jusqu'au 30 septembre 1988, à la municipalité régionale de comté de Pabok afin de lui permettre de modifier son schéma d'aménagement.

Québec, le 18 juillet 1988

Le ministre des Affaires municipales,
PIERRE PARADIS

505

Avis divers**Commission scolaire de Barraute-Senneterre**
Rachat d'obligations

Prenez avis que, conformément aux procédures adoptées, la Commission scolaire de Barraute-Senneterre rachètera le 1^{er} septembre 1988, un montant de 54 000 \$ d'obligations à même les obligations échéant le 1^{er} septembre 1989 de son émission d'obligations originale de 600 000 \$ datée du 1^{er} septembre 1969.

Les numéros des titres ainsi rachetés par voie de tirage au sort seront en dénominations de 1 000 \$:

M-425, M-429, M-430, M-431, M-432, M-433,
M-434, M-436, M-437, M-439, M-440, M-449,
M-450, M-451, M-452, M-455, M-457, M-459,
M-461, M-466, M-469, M-477, M-478, M-483,
M-492, M-494, M-497, M-499, M-503, M-505,
M-510, M-512, M-520, M-525, M-529, M-532,
M-534, M-535, M-537, M-538, M-541, M-543,
M-545, M-547, M-548, M-551, M-552, M-555,
M-560, M-570, M-571, M-573, M-575, M-578.

Les obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1^{er} septembre 1988 et devront être présentées pour remboursement.

Senneterre, le 6 juillet 1988

56950

Le directeur,
ALAIN GUILLEMETTE

Commission scolaire régionale de la Mauricie
Rachat d'obligations

Prenez avis que, conformément aux procédures adoptées, la Commission scolaire régionale de la Mauricie rachètera le 1^{er} septembre 1988, un montant de 91 000 \$ d'obligations à même les obligations de son émission originale de 540 000 \$ datée du 1^{er} septembre 1969.

RACHAT PRÉVU 1^{er} SEPTEMBRE 1987: 44 000 \$

M-397, M-402, M-404, M-409, M-410, M-411,
M-413, M-414, M-416, M-419, M-427, M-428,
M-431, M-436, M-437, M-438, M-449, M-453,
M-467, M-473, M-474, M-475, M-477, M-489,
M-492, M-494, M-495, M-496, M-498, M-500,
M-502, M-503, M-506, M-509, M-510, M-514,
M-515, M-519, M-520, M-523, M-527, M-531,
M-537 et M-538.

RACHAT PRÉVU 1^{er} SEPTEMBRE 1988: 47 000 \$:

M-399, M-400, M-401, M-405, M-406, M-407,
M-408, M-415, M-420, M-424, M-426, M-429,
M-435, M-439, M-441, M-444, M-445, M-447,
M-451, M-454, M-456, M-457, M-458, M-465,
M-468, M-472, M-476, M-481, M-482, M-493,
M-497, M-501, M-504, M-505, M-507, M-508,
M-511, M-512, M-513, M-517, M-522, M-525,
M-529, M-533, M-534, M-535, et M-536.

Les obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1^{er} septembre 1988 et devront être présentées pour remboursement.

Shawinigan, le 12 juillet 1988

56949

Le directeur,
JACQUES BERGERON

Commission scolaire Saint-Exupéry*Rachat d'obligations*

Prenez avis que, conformément aux procédures adoptées, la Commission scolaire Saint-Exupéry rachètera le 1^{er} septembre 1988, un montant de 11 000 \$ d'obligations à même les obligations échéant le 1^{er} septembre 1989 de son émission d'obligations originale de 410 000 \$ datée du 1^{er} septembre 1969 et portant un taux d'intérêt de 8½ % l'an payable semi-annuellement les 1^{er} mai et 1^{er} septembre de chaque année.

Les numéros des titres ainsi rachetés par voie de tirage au sort seront en dénominations de 1 000 \$: M-371, 379, 380, 383, 384, 385, 387, 389, 393, 399 et 403.

Les obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1^{er} septembre 1988 et devront être présentées pour remboursement.

Longueuil, le 22 juin 1988

57035

Le directeur général,
ANDRÉ BARRETTE

Commission scolaire St-Jean-sur-Richelieu*Rachat d'obligations*

La Commission scolaire St-Jean-sur-Richelieu rachètera, le 1^{er} septembre 1988 un montant de 21 500 \$ des obligations échéant le 1^{er} septembre 1989 de l'émission totale de 521 000 \$ émise le 1^{er} septembre 1969, par les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de Saint-Luc; le tout conformément aux procédures adoptées et indiquées dans les modalités de l'émission.

Les numéros d'obligations tirés au sort sont les suivants:

Dénominations de 1 000 \$:

M429, M430, M431, M432, M433, M434, M435, M436, M437, M438, M439, M440, M441, M442, M443, M444, M445, M446, M447, M448, M449.

Dénomination de 500 \$:

D-022

Lesdites obligations devront être présentées le 1^{er} septembre 1988, pour paiement aux endroits indiqués sur l'obligation. Les obligations ainsi rachetées cesseront de porter intérêt à compter du 1^{er} septembre 1988 et devront être annulées.

Saint-Jean-sur-Richelieu, le 5 juillet 1988

56951

Le directeur général,
JACQUES BÉDARD

Paroisse de Sainte-Famille de Jonquière

Avis est donné, conformément à la Loi sur les fabriques (L.R.Q., c. F-1, a. 2) que monseigneur Jean-Guy Couture, évêque de Chicoutimi, en date du 18 avril 1988 a changé les limites de la paroisse de Sainte-Famille de Jonquière.

L'évêque de Chicoutimi,
JEAN-GUY COUTURE
1539-1774

56952

Succession Alain Coursol

Avis est, par les présentes, donné que Michèle Caron ès qualités de tutrice aux enfants mineurs Janie Coursol et Marc-Olivier Coursol, seuls héritiers avec leur mère Michèle Caron de feu Alain Coursol en son vivant domicilié au 1001, rue Sandra, Saint-Canut, QC, où il est décédé le neuf (9) novembre mil neuf cent quatre-vingt-sept (1987) sans laisser de testament, a accepté la succession dudit Alain Coursol, sous bénéfice d'inventaire, aux termes d'un acte exécuté devant, Arlette Nadon, notaire, pratiquant au 76, rue Legault, à Saint-Jérôme, QC, J7Z 2C1, le dix juin mil neuf cent quatre-vingt-huit (1988), et dont copie fut enregistrée au bureau de la division d'enregistrement de Terrebonne, le seize juin mil neuf cent quatre-vingt-huit (1988), sous le numéro 832585.

Un inventaire des biens du défunt a été signé devant le notaire Arlette Nadon et peut être consulté à ses bureaux à l'adresse ci-dessus.

Après deux (2) mois du présent avis, la bénéficiaire paiera les créanciers à mesure qu'ils se présenteront, selon la loi.

Saint-Jérôme, le 28 juin 1988

56985

Le procureur,
ARLETTE NADON, notaire

Succession Gaétan Séguin

Avis est, par les présentes, donné que la succession de monsieur Gaétan Séguin, décédé le 15 avril 1987, a été acceptée, sous bénéfice d'inventaire, par madame Angèle Lemieux, en sa qualité de tutrice de son fils mineur, Pascal Séguin, demeurant au 93, chemin des rangs 4 et 5, Granada, province de Québec, aux termes d'un acte reçu devant André Trépanier, notaire, 142, avenue Principale, Rouyn-Noranda, province de Québec, J9X 4P5, en date du 14 juin 1988, enregistré à la

division d'enregistrement de Rouyn-Noranda le 15 juin 1988, sous le numéro 72568.

Rouyn-Noranda, le 14 juillet 1988

57030

Le procureur,
ANDRÉ TRÉPANIÉ, notaire

Ville de Montréal
Rachat d'obligations

Emprunt obligataire 6 % 1972/1992 de DM 100 000 000

Prenez avis que nous portons à la connaissance des obligataires que, conformément au paragraphe 5 du document « The Terms and Conditions of the Loan », la ville de Montréal remboursera par anticipation, le 1^{er} septembre 1988, à 101 % de leur valeur nominale, le montant total des obligations restant en circulation.

Le paiement des intérêts dus au 1^{er} septembre 1988 et le remboursement du principal seront effectués en conformité avec les conditions de l'emprunt. L'agent financier est la Westdeutsche Landesbank Girozentrale, Düsseldorf.

À partir du 1^{er} septembre 1988, les obligations cesseront de porter intérêt.

Montréal, le 11 juillet 1988

57036

Ville de Montréal,

**Caisses d'épargne et de crédit —
Loi sur les**

**Caisse populaire du Secteur de l'éducation du
Saguenay**

Avis est donné que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des institutions financières, a approuvé le règlement adopté le 28 janvier 1988 par la « Caisse populaire des enseignants du Saguenay » changeant son nom en celui de « Caisse populaire du Secteur de l'éducation du Saguenay » ainsi que modifiant son groupe qui est celui de « L'Association des enseignants du Saguenay » pour celui de « Les travailleurs de l'enseignement (personnel enseignant, cadres, de bureau, de soutien, leur conjoint et enfant(s) à charge) ainsi que toutes

autres personnes reliées de près ou de loin à l'éducation sur le territoire du Saguenay ».

Québec, le 23 juin 1988

56953

*Le ministre délégué aux Finances
et à la Privatisation,*
PIERRE FORTIER

**Changement de nom et d'autres
qualités de l'état civil — Loi sur le**

Accordés

Akos Ian Wright

Par le certificat numéro 88-320 du 21 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Akos Ivan Hecei, né le 6 février 1956, en celui de Akos Ian Wright.

Sainte-Foy, le 7 juillet 1988

502

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Alan Wing Lun Ng

Par le certificat numéro 88-289 du 16 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Wing Lun Ng, né le 2 mars 1961, en celui de Alan Wing Lun Ng.

Sainte-Foy, le 8 juillet

502

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Antonio Porto

Par le certificat numéro 88-293 du 16 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Antonio Enzo Porco, né le 22 septembre 1954, en celui de Antonio Porto.

Sainte-Foy, le 8 juillet 1988

502

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Emma Raymonde Raymond

Par le certificat numéro 88-298 du 16 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Emma Rosa Raymond, née le 13 septembre 1926, en celui de Emma Raymonde Raymond.

Sainte-Foy, le 8 juillet 1988

502 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Françoise Perri

Par le certificat numéro 88-290 du 16 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Franca Francesca Perri, née le 22 juillet 1963, en celui de Françoise Perri.

Sainte-Foy, le 8 juillet 1988

502 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

James Joseph Normand O'Connor

Par le certificat numéro 88-280 du 16 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Normand Jacques Aubé, né le 19 janvier 1952, en celui de James Joseph Normand O'Connor.

Sainte-Foy, le 7 juillet 1988

502 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Adrien Antonio Dallaire

Par le certificat numéro 88-294 du 16 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Adrien Antoine Dallaire, né le 28 juin 1928, en celui de Joseph Adrien Antonio Dallaire.

Sainte-Foy, le 8 juillet 1988

502 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Alfred West

Par le certificat numéro 88-308 du 16 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Alfred Rambajan, né le 10 décembre 1960, en celui de Joseph Alfred West.

Sainte-Foy, le 18 juillet 1988

502 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Bruno Gilles Alain Pierre Aubry

Par le certificat numéro 88-287 du 16 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Bruno Gilles Alain Aubry, né le 7 décembre 1957, en celui de Joseph Bruno Gilles Alain Pierre Aubry.

Sainte-Foy, le 7 juillet 1988

502 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Denis Martin Everell

Par le certificat numéro 88-310 du 16 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Denis Martin Huot, né le 28 décembre 1961, en celui de Joseph Denis Martin Everell.

Sainte-Foy, le 16 juin 1988

502 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Gérard Gaston Lemay

Par le certificat numéro 88-307 du 16 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Gérard Lemay, né le 7 juin 1923, en celui de Joseph Gérard Gaston Lemay.

Sainte-Foy, le 18 juillet 1988

502 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Jean Paul Gérard Carter

Par le certificat numéro 88-288 du 16 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Jean Paul Gérard Carter, né le 10 mai 1925, en celui de Joseph Jean Paul Gérard Carter.

Sainte-Foy, le 8 juillet 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

502

Joseph Jean Raymond Gobeil

Par le certificat numéro 88-295 du 16 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Jean Edmond Gobeil, né le 6 avril 1923, en celui de Joseph Jean Raymond Gobeil.

Sainte-Foy, le 8 juillet 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

502

Joseph Roland Steven Chouinard

Par le certificat numéro 88-305 du 16 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Roland Steven Espin, né le 20 mars 1969, en celui de Joseph Roland Steven Chouinard.

Sainte-Foy, le 18 juillet 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

502

Joseph Tony Bussière

Par le certificat numéro 88-304 du 16 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Tony Morin, né le 18 septembre 1969, en celui de Joseph Tony Bussière.

Sainte-Foy, le 18 juillet 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

502

Louis Édouard Martin-Vera

Par le certificat numéro 88-291 du 16 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Luis Heraclio Eduardo Martin Vera, né le 17 décembre 1948, en celui de Louis Édouard Martin-Vera.

Sainte-Foy, le 8 juillet 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

502

Marie Anne Adéline Line English

Par le certificat numéro 88-302 du 16 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de M. Marie Anne Adéline English, née le 15 juillet 1936, en celui de Marie Anne Adéline Line English.

Sainte-Foy, le 18 juillet 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

502

Marie Annie Rose Agnès Deschamps

Par le certificat numéro 88-297 du 16 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Rose Jocelyne Agnès Deschamps, née le 24 janvier 1964, en celui de Marie Annie Rose Agnès Deschamps.

Sainte-Foy, le 8 juillet 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

502

Marie Brigitte Mireille Lafrance

Par le certificat numéro 88-301 du 16 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Brigitte Mireille Jomphe, née le 19 juin 1946, en celui de Marie Brigitte Mireille Lafrance.

Sainte-Foy, le 18 juillet 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

502

Marie Danie Diane Goudreault

Par le certificat numéro 88-306 du 16 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Dany Diane Provencher, née le 16 mai 1967, en celui de Marie Danie Diane Goudreault.

Sainte-Foy, le 18 juillet 1988

Le sous-registrare adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

502

Marie France Danielle Redmond

Par le certificat numéro 88-296 du 16 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement d'indication de sexe et de prénoms de Joseph Richard Donald Redmond, né le 11 avril 1951, en celui de Marie France Danielle Redmond.

Sainte-Foy, le 8 juillet 1988

Le sous-registrare adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

502

Marie Georgina Elmière Régina Bouchard

Par le certificat numéro 88-283 du 16 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Georgina Elmière Bouchard, née le 22 avril 1944, en celui de Marie Georgina Elmière Régina Bouchard.

Sainte-Foy, le 7 juillet 1988

Le sous-registrare adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

502

Marie Paule Victoire Vicky Paillé

Par le certificat numéro 88-281 du 16 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Paule Victoire Paillé, née le 7 avril 1946, en celui de Marie Paule Victoire Vicky Paillé.

Sainte-Foy, le 7 juillet 1988

Le sous-registrare adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

502

Marie Rollande Provencher

Par le certificat numéro 88-286 du 16 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Lucinda Provencher, née le 29 septembre 1932, en celui de Marie Rollande Provencher.

Sainte-Foy, le 7 juillet 1988

Le sous-registrare adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

502

Marie Rosa Eveline Rosiane Talbot

Par le certificat numéro 88-285 du 16 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Rosa Eveline Talbot, née le 29 avril 1940, en celui de Marie Rosa Eveline Rosiane Talbot.

Sainte-Foy, le 7 juillet 1988

Le sous-registrare adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

502

Marie Simone Anna Thibault

Par le certificat numéro 88-284 du 16 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Simone Anna Fournier, née le 19 mars 1957, en celui de Marie Simone Anna Thibault.

Sainte-Foy, le 7 juillet 1988

Le sous-registrare adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

502

Marie Simone Zélia Lily Laflamme

Par le certificat numéro 88-300 du 16 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Simone Léontine Zélia Laflamme, née le 8 août 1936, en celui de Marie Simone Zélia Lily Laflamme.

Sainte-Foy, le 18 juillet 1988

Le sous-registrare adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

502

Momi Salomon Pinto

Par le certificat numéro 88-292 du 16 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Momy Ahmed, né le 6 octobre 1968, en celui de Momi Salomon Pinto.

Sainte-Foy, le 8 juillet 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

502

Russell John Muravsky

Par le certificat numéro 88-303 du 16 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Ratislav John Muravsky, né le 10 novembre 1944, en celui de Russel John Muravsky.

Sainte-Foy, le 18 juillet 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

502

Thalia Hatguyanikas

Par le certificat numéro 88-282 du 16 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Toula Hatguyanikas, née le 1^{er} février 1968, en celui de Thalia Hatguyanikas.

Sainte-Foy, le 7 juillet 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

502

Demandes**Albertus Pinel (dit Lafrance)**

Prenez avis que Albertus Pinel (dit Lafrance), domicilié au 71, route 138, Saint-Marc de Latour, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Albertus Pinel.

Forestville, le 12 juillet 1988

Le procureur du requérant,
MARIO SAMSON, avocat

56974-31-2

Donatine Garon

Prenez avis que Donatine Garon, domiciliée au 181, rue de la Seine, Bernières, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Diane Garon.

Québec, le 30 juin 1988

Le procureur de la requérante,
JOHANNE DOUCET, notaire

56975-31-2

Esprit-Saint Eugénelle St-Amand

Prenez avis que Esprit-Saint Eugénelle St-Amand, domiciliée au 488, rue Hudon, Fabreville, Laval, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Lise Melissa St-Amand.

Laval, le 17 juin 1988

Les procureurs de la requérante,
SASSEVILLE, BELISLE & CENTOMO

56906-30-2

Ferid El Mouldi

Prenez avis que Ferid El Mouldi, domicilié au 3185, rue Sherbrooke Est, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Ferid Mouldi.

Ce changement affectera aussi Soraya El Mouldi, Karim El Mouldi et Myriam El Mouldi.

Montréal, le 27 juin 1988

Le requérant,
FERID EL MOULDI

56976-31-2

Françoise Gagnon

Prenez avis que Françoise Gagnon, domiciliée au 1223, carré Guay, Saint-Félicien, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de France Gagnon.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Saint-Félicien, le 5 juillet 1988

Le procureur de la requérante,
JOHANNE PILOTE, notaire

56907-30-2

Gérald Gagnon Bolduc

Prenez avis que Gérald Gagnon Bolduc, domiciliée au 201, Tour du Lac, Lac Beauport, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Gérald Bolduc Gagnon.

Québec, le 4 juillet 1988

56908-30-2

Le requérant,
GÉRALD GAGNON BOLDUC

Habib Boylu

Prenez avis que Habib Boylu, domicilié au 11512, rue James-Morrice, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Habib Malo.

Ce changement affectera aussi ses enfants mineurs Nathalie Malo Boylu et Sait Malo Boylu.

Montréal, le 11 juillet 1988

57017-31-2

Le procureur du requérant,
ARAM OULOUSIAN, *avocat*

Hélène Marie Marois

Prenez avis que Hélène Marie Marois, domiciliée au 463, rue Principale, Saint-Sylvestre, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Hélène Marie Émilienne Marois.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Saint-Sylvestre, le 14 juillet 1988

57018-31-2

La requérante,
HÉLÈNE MARIE MAROIS

Ilyas Bulent Boylu

Prenez avis que Ilyas Bulent Boylu, domicilié au 11510, rue James-Morrice, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Ilyas Bulent Malo.

Montréal, le 11 juillet 1988

57019-31-2

Le procureur du requérant,
ARAM OULOUSIAN, *avocat*

Johanne Laprise

Prenez avis que Johanne Laprise, domiciliée au 1495, boulevard Sacré-Coeur, Saint-Félicien, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jo-Anne Laprise.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Saint-Félicien, le 8 mars 1988

56909-30-2

Le procureur de la requérante,
JOHANNE PILOTE, *notaire*

Joseph Albert Robert Hamond

Prenez avis que Joseph Albert Robert Hamond, domicilié au 115-A, rue Saint-Louis, Gatineau, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Albert Robert Hammond.

Gatineau, le 5 juillet 1988

56931-30-2

Les procureurs du requérant,
BABIN, DUPONT & FORTIN

Joseph Armand Steve Théberge

Prenez avis que Joseph Armand Steve Théberge, domicilié au 301, rue Principale, Saint-Narcisse, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Armand Steve Baillargeon.

Cap-de-la-Madeleine, le 30 juin 1988

56977-31-2

Les procureurs du requérant,
CRÈTE & RICARD, *avocats*

Joseph Jeannot Golinski

Prenez avis que Joseph Jeannot Golinski, domicilié au 27, rue Dupuis, Notre-Dame du Nord, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Joey Golinski.

Ville-Marie, le 5 juillet 1988

56930-30-2

Le procureur du requérant,
BENOIT DROLET, *notaire*

Joseph Laurent Roger Montminy

Prenez avis que Joseph Laurent Roger Montminy, domicilié au 6020, rue Darlington, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Roger Florent Montminy.

Montréal, le 11 juillet 1988

56978-31-2 *Le requérant,*
JOSEPH LAURENT ROGER MONTMINY

Joseph Michel Gilles Arcouette

Prenez avis que Joseph Michel Gilles Arcouette, domicilié au 2160, rue du Couvent, Lorette, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Michel Gilles Arcouet.

Saint-Hyacinthe, le 30 juin 1988

56910-30-2 *Le procureur du requérant,*
ALAIN ALLARD, notaire

Joseph Réal Jacques Guy Mongrain

Prenez avis que Joseph Réal Jacques Guy Mongrain, domicilié au 4927, rue Wellington, Verdun, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Réal Jacques Guy Dubé.

Montréal, le 7 juillet 1988

57020-31-2 *Le procureur du requérant,*
ME DOMINIQUE LAROSE

Joseph Roger Laetare Paré

Prenez avis que Joseph Roger Laetare Paré, domicilié au 7870, Hochelaga, appartement 5, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Roger Larry Paré.

Montréal, le 7 juillet 1988

56911-30-2 *Le requérant,*
JOSEPH ROGER LAETARE PARÉ

Lesly Desmangles

Prenez avis que Lesly Desmangles, domicilié au 6650, boulevard Pie-IX, appartement 209, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Lesly Sain Vil.

Montréal, le 10 juin 1988

57022-31-2 *Les procureurs du requérant,*
TOULET, BUSHEY, TURGEON &
BLACKBURN

Louise Marie France Johanne Meilleur

Prenez avis que Louise Marie France Johanne Meilleur, domiciliée au 2165, rue Guertin, Saint-Laurent, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Louise Johanne Marie-France Lefrançois.

Saint-Laurent, le 13 juin 1988

57023-31-2 *Les procureurs de la requérante,*
DESCOTEAUX, JARRY, HÉBERT

Marie Alphonsine Mabel Garneau

Prenez avis que Marie Alphonsine Mabel Garneau, domiciliée au 10576, avenue Royale, Sainte-Anne-de-Beaupré, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Alphonsine Maybel Garneau.

Sainte-Anne-de-Beaupré, le 29 juin 1988

57024-31-2 *La requérante,*
MARIE ALPHONSINE MABEL GARNEAU

Marie Jeanne Joséphine Langlois

Prenez avis que Marie Jeanne Joséphine Langlois, domiciliée au 898, Chanoine-Scott, Saint-Foy, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Jane Joséphine Langlois.

Sainte-Foy, le 8 juillet 1988

56912-30-2 *La requérante,*
MARIE JEANNE JOSÉPHINE LANGLOIS

Marie Lauraine Pierrette Vaudry

Prenez avis que Marie Lauraine Pierrette Vaudry, domiciliée au 4805, rue Dudemaine, appartement 3, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Lorraine Pierrette Vaudry.

Saint-Laurent, le 30 mai 1988

57021-31-2

Le procureur de la requérante,
MONIQUE JARRY, *avocate*

Marie Louise Denise Jalette

Prenez avis que Marie Louise Denise Jalette, domiciliée au 113-B, avenue Dallaire, Rouyn-Noranda, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Louise Denise Jolette.

Rouyn-Noranda, le 29 juin 1988

56979-31-2

Les procureurs de la requérante,
GAGNÉ ET BOULANGER, *notaires*

Marie Lucille

Prenez avis que Marie Lucille, domiciliée au 870, avenue des Braves, Québec, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Lucille Jacqueline Pinault.

Québec, le 15 juillet 1988

57025-31-2

Les procureurs de la requérante,
GAGNÉ, LETARTE, SIROIS, BEAUDET &
ASSOCIÉS

Marie Pauline Albertine Bonneau

Prenez avis que Marie Pauline Albertine Bonneau, domiciliée au 1064, Rachelle, Roberval, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Pauline Berthe Bonneau.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Roberval, le 8 juin 1988

56913-30-2

Les procureurs de la requérante,
SAVARD & LORANGER, *avocats*

Mariette Duhaime

Prenez avis que Mariette Duhaime, domiciliée au 5280, rue Mont-Blanc, Trois-Rivières-Ouest, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marick Duhaime.

Trois-Rivières, le 8 juillet 1988

57026-31-2

Le procureur de la requérante,
JEAN DAMPHOUSSE, *notaire*

Martin Dorais-Pagé

Prenez avis que Martin Dorais-Pagé, domicilié au 8415, de Garonne, Charlesbourg, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Martin Pagé.

Québec, le 22 juin 1988

57027-31-2

Les procureurs du requérant,
BERGERON, LEMAY & BROCHU

Myer Babinsky

Prenez avis que Myer Babinsky, domicilié au 1120, Shorecrest, Chomedey, Laval, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Maurice Babins.

Ce changement affectera aussi son épouse, Sally Donner.

Montréal, le 12 juillet 1988

56980-31-2

Les procureurs du requérant,
ROSENHEK, CYTRYNBAUM, BERKOWITZ,
BERGER, PIASETSKI, *avocats*

Peter Lawrence Cowper

Prenez avis que Peter Lawrence Cowper, domicilié au 2103, Grand Boulevard, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Peter Blackwood.

Montréal, le 22 juin 1988

56929-30-2

Le requérant,
PETER LAWRENCE COWPER

Sait Boylu

Prenez avis que Sait Boylu, domicilié au 11510, rue James-Morrice, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Sait Malo.

Montréal, le 11 juillet 1988

57028-31-2

Le procureur du requérant,
ARAM OULOUSIAN, *avocat*

Tai-Thinh Lam

Prenez avis que Tai-Thinh Lam, domicilié au 1975, Fleming, Ville Mont-Royal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Robert Tai-Thinh Lam.

Montréal, le 7 juin 1988

56915-30-2

Le requérant,
TAI-THINH LAM

Sophie Brisebois

Prenez avis que Sophie Brisebois, domiciliée au 10380, Saint-Charles, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Sophie Meunier.

Montréal, le 11 juillet 1988

56981-31-2

La requérante,
SOPHIE BRISEBOIS

Yet Wah Lee

Prenez avis que Yet Wah Lee, domiciliée au 3255, rue Beaubien Est, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Dorothy Yet Wah Lee.

Montréal, le 15 juillet 1988

57029-31-2

Les procureurs de la requérante,
HADJIS & FENG, *avocats*

Stella Bussièrès

Prenez avis que Stella Bussièrès, domiciliée au 3320, terrasse Maricourt, appartement 12, Sainte-Foy, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Estelle Bussièrès.

Charlesbourg, le 30 juin 1988

56914-30-2

Le procureur de la requérante,
SUZIE LABONTÉ, *notaire*

Sylvie Gignac

Prenez avis que Sylvie Gignac, domiciliée au 95, Somerset Est, appartement 16, Ottawa, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Sylvie David Gignac.

Hull, le 8 juillet 1988

56932-30-2

Le procureur de la requérante,
GÉRARD BROUILLETTE, *avocat*

Code de procédure civile (Article 139)

Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Baie-Comeau
No 655-04-000047-889

Dame Diane Gagnon, partie demanderesse, contre monsieur Garry Moore, partie défenderesse.

Assignation

Ordre est donné à Garry Moore de comparaître au greffe de cette Cour situé au palais de justice, 71, Mance, Baie-Comeau, salle 1,12, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans la « Gazette officielle du Québec ».

Une copie de la requête pour garde légale a été remise au greffe à l'intention de Garry Moore.

Baie-Comeau, le 12 juillet 1988

56986

Le protonotaire,
ME CAROL ANN CROTEAU

Compagnies (Partie I) — Loi sur les

Lettres patentes supplémentaires

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes supplémentaires à la corporation suivante:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modification
1278-7503 PALUDE INC.	1961 10 12	1988 07 05	du capital-actions

501

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Lettres patentes supplémentaires - Avis de conversion (Article 17)

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes supplémentaires, convertissant en compagnie régie par la partie I, la corporation suivante:

Dénomination sociale	Siège social	Date de conversion
2164-0123 LA MAISON MÉLARIC INC.	2870, rue Notre-Dame, Pointe-du-Lac	1988 07 05

501

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Compagnies (Partie IA) — Loi sur les

Délivrance d'un certificat de constitution

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de constitution à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2620-2184 2620-2184 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Rimouski
2620-2556 2620-2556 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Frontenac

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2620-2622 2620-2622 QUÉBEC INC.	1988 06 21	Québec
2620-2655 2620-2655 QUÉBEC INC.	1988 07 06	Québec
2620-2754 2620-2754 QUÉBEC INC.	1988 07 08	Québec
2620-2994 2620-2994 QUÉBEC INC.	1988 07 06	Montmagny
2620-3018 2620-3018 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Chicoutimi
2620-3026 2620-3026 QUÉBEC INC.	1988 07 07	Québec
2620-3034 2620-3034 QUÉBEC INC.	1988 07 07	Québec
2620-3042 2620-3042 QUÉBEC INC.	1988 07 07	Québec
2620-3059 2620-3059 QUÉBEC INC.	1988 07 08	Québec
2620-3513 2620-3513 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Trois-Rivières
2620-3570 2620-3570 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Québec
2620-3588 2620-3588 QUÉBEC INC.	1988 07 07	Montréal
2620-3828 2620-3828 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Québec
2620-3869 2620-3869 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Baie-Comeau
2620-3885 2620-3885 QUÉBEC INC.	1988 07 06	Québec
2620-3893 2620-3893 QUÉBEC INC.	1988 07 06	Québec
2620-3976 2620-3976 QUÉBEC INC.	1988 07 06	Montréal
2620-4107 2620-4107 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Québec
2620-4123 2620-4123 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Frontenac

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2620-4149 2620-4149 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Montréal
2620-4172 2620-4172 QUÉBEC INC.	1988 09 01	Québec
2620-4206 2620-4206 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Québec
2620-4271 2620-4271 QUÉBEC INC.	1988 07 06	Terrebonne
2620-4289 2620-4289 QUÉBEC INC.	1988 07 06	Montréal
2620-4297 2620-4297 QUÉBEC INC.	1988 07 07	Beauce
2620-4545 2620-4545 QUÉBEC INC.	1988 07 06	Québec
2620-4552 2620-4552 QUÉBEC INC.	1988 07 06	Arthabaska
2620-4693 2620-4693 QUÉBEC INC.	1988 07 07	Québec
2622-6027 2622-6027 QUÉBEC INC.	1988 06 29	Montréal
2622-6076 2622-6076 QUÉBEC INC.	1988 06 29	Montréal
2622-6084 2622-6084 QUÉBEC INC.	1988 06 29	Longueuil
2622-6498 2622-6498 QUÉBEC INC.	1988 06 30	Montréal
2622-6506 2622-6506 QUÉBEC INC.	1988 06 30	Montréal
2622-6530 2622-6530 QUÉBEC INC.	1988 06 30	Montréal
2622-6571 2622-6571 QUÉBEC INC.	1988 06 30	Montréal
2622-6605 2622-6605 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Longueuil
2622-6639 2622-6639 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Longueuil
2622-6647 2622-6647 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2622-6662 2622-6662 QUÉBEC INC.	1988 06 30	Montréal
2622-6670 2622-6670 QUÉBEC INC.	1988 06 30	Longueuil
2622-6688 2622-6688 QUÉBEC INC.	1988 06 30	Montréal
2622-6704 2622-6704 QUÉBEC INC.	1988 06 30	Terrebonne
2622-6761 2622-6761 QUÉBEC INC.	1988 06 30	Terrebonne
2622-6779 2622-6779 QUÉBEC INC.	1988 06 30	Montréal
2622-6787 2622-6787 QUÉBEC INC.	1988 06 30	Montréal
2622-6845 2622-6845 QUÉBEC INC.	1988 06 30	Montréal
2622-6852 2622-6852 QUÉBEC INC.	1988 06 30	Montréal
2622-6860 2622-6860 QUÉBEC INC.	1988 06 30	Montréal
2622-6886 2622-6886 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Rimouski
2622-6902 2622-6902 QUÉBEC INC.	1988 06 30	Montréal
2622-6936 2622-6936 QUÉBEC INC.	1988 06 30	Terrebonne
2622-6977 2622-6977 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Abitibi
2622-6993 2622-6993 QUÉBEC INC.	1988 07 01	Montréal
2622-7009 2622-7009 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Montréal
2622-7033 2622-7033 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Montréal
2622-7041 2622-7041 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Rouyn-Noranda
2622-7082 2622-7082 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2622-7090 2622-7090 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Montréal
2622-7108 2622-7108 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Terrebonne
2622-7140 2622-7140 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Laval
2622-7157 2622-7157 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Laval
2622-7181 2622-7181 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Longueuil
2622-7199 2622-7199 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Québec
2622-7223 2622-7223 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Laval
2622-7264 2622-7264 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Montréal
2622-7314 2622-7314 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Montréal
2622-7322 2622-7322 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Montréal
2622-7330 2622-7330 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Montréal
2622-7348 2622-7348 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Montréal
2622-7355 2622-7355 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Montréal
2622-7371 2622-7371 QUÉBEC INC.	1988 07 06	Montréal
2622-7397 2622-7397 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Saint-Maurice
2622-7439 2622-7439 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Joliette
2622-7454 2622-7454 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Montréal
2622-7470 2622-7470 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Montréal
2622-7496 2622-7496 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2622-7538 2622-7538 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Longueuil
2622-7546 2622-7546 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Longueuil
2622-7553 2622-7553 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Drummond
2622-7561 2622-7561 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Montréal
2622-7603 2622-7603 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Montréal
2622-7611 2622-7611 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Montréal
2622-7637 2622-7637 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Montréal
2622-7678 2622-7678 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Montréal
2622-7686 2622-7686 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Montréal
2622-7694 2622-7694 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Montréal
2622-7702 2622-7702 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Longueuil
2622-7710 2622-7710 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Terrebonne
2622-7751 2622-7751 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Terrebonne
2622-7769 2622-7769 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Montréal
2622-7777 2622-7777 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Montréal
2622-7785 2622-7785 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Richelieu
2622-7793 2622-7793 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Alma
2622-7801 2622-7801 QUÉBEC INC.	1988 07 06	Montréal
2622-7827 2622-7827 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2622-7850 2622-7850 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Montréal
2622-7868 2622-7868 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Montréal
2622-7876 2622-7876 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Montréal
2622-7892 2622-7892 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Abitibi
2622-7900 2622-7900 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Montréal
2622-7926 2622-7926 QUÉBEC INC.	1988 07 04	Laval
2622-7959 2622-7959 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Terrebonne
2622-7983 2622-7983 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Montréal
2622-8049 2622-8049 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Montréal
2622-8072 2622-8072 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Montréal
2622-8080 2622-8080 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Drummond
2622-8098 2622-8098 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Laval
2622-8106 2622-8106 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Montréal
2622-8114 2622-8114 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Trois-Rivières
2622-8155 2622-8155 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Montréal
2622-8163 2622-8163 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Montréal
2622-8171 2622-8171 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Montréal
2622-8213 2622-8213 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Longueuil
2622-8221 2622-8221 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2622-8247 2622-8247 QUÉBEC INC.	1988 07 06	Montréal
2622-8296 2622-8296 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Montréal
2622-8304 2622-8304 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Montréal
2622-8312 2622-8312 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Montréal
2622-8320 2622-8320 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Montréal
2622-8338 2622-8338 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Montréal
2622-8346 2622-8346 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Montréal
2622-8361 2622-8361 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Montréal
2622-8379 2622-8379 QUÉBEC INC.	1988 07 06	Laval
2622-8387 2622-8387 QUÉBEC INC.	1988 07 06	Montréal
2622-8403 2622-8403 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Beauharnois
2622-8411 2622-8411 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Labelle
2622-8437 2622-8437 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Montréal
2622-8445 2622-8445 QUÉBEC INC.	1988 07 07	Saint-Hyacinthe
2622-8510 2622-8510 QUÉBEC INC.	1988 07 06	Montréal
2622-8528 2622-8528 QUÉBEC INC.	1988 07 06	Montréal
2622-9641 2622-9641 QUÉBEC INC.	1988 07 05	Laval
2620-2572 A & C MAISON DE COMMERCE INC. A & C TRADING COMPANY INC.	1988 07 05	Québec
2620-3877 AMUSEMENTS C.P. INC.	1988 07 04	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2620-3554 AMUSEMENTS N.B. INC.	1988 07 04	Rimouski
2622-6951 APOTHÉOSE PRESTIGE INC.	1988 06 30	Montréal
2622-6910 LES AS REMBOURREURS INC.	1988 06 30	Longueuil
2622-8353 ATELIER DE RÉUSINAGE M.D. INC.	1988 07 06	Bedford
2620-4727 LES ATELIERS DE DÉBOSELAGE DUMAS INC.	1988 07 05	Frontenac
2620-4321 AUTOMOBILES MIREILLE GAGNON INC.	1988 07 08	Québec
2622-8239 BANZAI LES CONCEPTEURS THIBAUDEAU GOSELIN INC.	1988 07 05	Montréal
2622-7645 BELLE CONSTRUCTION INC.	1988 07 04	Terrebonne
2622-7934 BÉTON UNIQUE INC. UNIQUE CONCRETE INC.	1988 07 05	Montréal
2620-4719 BOIS-FRANCS A. & A. ST-PIERRE INC.	1988 07 05	Arthabaska
2622-6621 BOULANGERIE SUÉDOISE KRINGLAN INC.	1988 07 04	Montréal
2622-6944 BOUTIQUE JA-NY INC.	1988 06 30	Terrebonne
2622-7843 BOUTIQUE ZED INC.	1988 07 05	Laval
2620-4073 LE BRAISIER DE LA COLLINE INC.	1988 07 05	Québec
2620-2176 BREJAC TRANSPORT INC.	1988 07 04	Beauce
2622-8056 CABINET D'ASSURANCE ANDRÉ GUÉNETTE INC.	1988 07 05	Montréal
2620-2549 CARRIÈRE FORMATION Y.R. INC.	1988 07 05	Québec
2622-7421 CENTRE DE L'AUTO «LE POSTE» INC.	1988 07 06	Montréal
2622-6738 CENTRE DU CAMION B.S. INC.	1988 06 30	Terrebonne

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2620-4255 CHOCOLAT ARC-EN-CIEL INC.	1988 07 05	Québec
2622-7736 LE CHOCOLAT BELGE N.J. INC.	1988 07 06	Montréal
2622-7587 CLINIQUE DE PHYSIOTHÉRAPIE CHAMPAGNE INC.	1988 07 04	Richelieu
2622-8288 CLINIQUE DES ARBRES LTÉE	1988 07 06	Longueuil
2622-7249 CLINIQUE MÉDICALE KORBAN INC.	1988 07 04	Laval
2620-4735 LA COMPAGNIE DE GESTION LAFER INC.	1988 07 07	Rimouski
2620-2663 CONCEPT MODULAIRE 88 INC.	1988 07 06	Montréal
2622-7991 CONSTRUCTION M. LAFRANCE INC.	1988 07 05	Rouyn-Noranda
2620-3992 CONSTRUCTION M. LETENDRE INC.	1988 07 05	Drummond
2622-7629 LES CONSTRUCTIONS CINQ S. INC.	1988 07 05	Longueuil
2620-4339 LES CONSTRUCTIONS MARIO CHENEL INC.	1988 07 08	Québec
2622-6696 CONSULTANT EN ADMINISTRATION MONIQUE D'ANJOU INC.	1988 06 30	Beauharnois
2620-4529 CONSULTANTS PUB CRÉATION INC.	1988 07 05	Québec
2620-2606 LES COURTIERS EN ASSURANCES GÉRÉS INC.	1988 07 05	Montréal
2622-6613 CRIA, CENTRE DE RECHERCHES ET D'INTERVENTIONS EN APPRENTISSAGE INC.	1988 07 04	Terrebonne
2622-7942 DÉPANNEUR C. LACAS & FILS INC.	1988 07 05	Terrebonne
2622-8395 DÉVELOPPEMENT PENNCO INC.	1988 07 05	Montréal
2622-7025 DÉVELOPPEMENTS NDA (CANADA) INC. NDA DEVELOPMENT (CANADA) INC.	1988 07 04	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2620-2531 LES DISTRIBUTIONS LAM-FLO INC.	1988 06 30	Beauharnois
2620-2671 LE DOMAINE DES ÉRABLES DE PORTNEUF INC.	1988 07 06	Québec
2620-4180 DONALD BLANCHETTE PHOTOGRAPHE INC.	1988 07 05	Québec
2622-7744 ÉLECTRONIQUE DAY-MAR INC. DAY-MAR ELECTRONICS INC.	1988 07 06	Longueuil
2620-4784 ÉLECTRO-MARINE DE RIVIÈRE-AU-RENARD INC.	1988 07 05	Gaspé
2620-4131 ÉMERGENCE 2000 INC.	1988 07 04	Québec
2620-3901 LES ENTREPRISES ALAIN DUBOIS INC.	1988 07 04	Québec
2620-3844 LES ENTREPRISES BOILARD ET PAQUET INC.	1988 06 30	Québec
2622-7884 LES ENTREPRISES DE LA SEIGNEURIE DE L'ANSE DE L'ÉTANG INC.	1988 07 06	Terrebonne
2622-7017 ENTREPRISES DE RÉFRIGÉRATION GILLES BRIAND INC.	1988 07 04	Terrebonne
2620-4347 LES ENTREPRISES JEAN DESBIENS INC.	1988 07 08	Chicoutimi
2620-3935 LES ENTREPRISES JENIDAL INC.	1988 07 05	Longueuil
2622-6654 LES ENTREPRISES LAURENT LINA INC.	1988 06 30	Beauharnois
2620-4313 ENTREPRISES MANCO 2000 INC.	1988 07 07	Québec
2620-4743 LES ENTREPRISES MICHEL ALARY INC.	1988 07 05	Joliette
2622-8064 LES ENTREPRISES M. LEMOINE LTÉE	1988 07 05	Terrebonne
2622-8023 LES ENTREPRISES RÉJEAN LAPIERRE INC.	1988 07 05	Beauharnois
2620-1731 LES ENTREPRISES VICTORIEN LEMIEUX INC.	1988 07 04	Alma

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2622-7074 ÉQUIPEMENT JEAN RICHARD INC.	1988 07 04	Laval
2622-8486 ÉQUIPEMENTS DE TRANSPORT M.C.R. INC.	1988 07 07	Longueuil
2622-7405 LES EXPERTS DU BOIS DE CHAUFFAGE (RIVE-SUD) INC.	1988 07 06	Iberville
2620-4776 FERBLANTERIE V. GILBERT INC.	1988 07 05	Iberville
2620-4677 FERME D.G. SIROIS INC.	1988 07 05	Saint-Hyacinthe
2622-6548 FERME MARQUISE INC.	1988 06 30	Beauce
2622-7298 FERME MICLEM. INC.	1988 07 04	Beauharnois
2622-6753 FERMES NORMAND BENJAMIN INC.	1988 06 30	Bedford
2620-4537 LES FIBRES DE VERRE J.R. INC.	1988 07 06	Chicoutimi
2620-4750 LA FORGE GARCEAU INC.	1988 07 05	Drummond
2622-7462 FUTURSITE INC.	1988 07 05	Longueuil
2622-8262 F. DEMERS PHOTOGRAPHIE INC.	1988 07 05	Bedford
2620-2598 GÈRÈS CONSEIL INC.	1988 07 05	Montréal
2622-7165 GESTION ANDRÉ LAHAIE LTÉE	1988 07 05	Montréal
2622-6985 GESTION ANDRÉ PROULX INC.	1988 06 30	Trois-Rivières
2622-2216 GESTION F.C. BEAUCHAMP INC.	1988 06 21	Terrebonne
2620-4511 GESTION GHISLAIN PILON INC.	1988 07 05	Rouyn-Noranda
2620-4768 GESTION HUGIL INC.	1988 07 05	Drummond
2622-7058 GESTION JEAN-PIERRE GOSSELIN INC.	1988 06 30	Laval

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2622-7447 GESTION LABREK INC.	1988 07 05	Abitibi
2620-4560 GESTION M. BEAUCHAMP INC.	1988 07 06	Québec
2620-2192 GESTION M.D.M.D. INC.	1988 07 05	Québec
2622-7967 GESTION N. LANGEVIN INC.	1988 07 05	Terrebonne
2620-4628 GESTION PIERRE MARTINEAU INC.	1988 07 07	Québec
2620-3562 GESTION PROMOTION L L T INC.	1988 07 04	Beauharnois
2620-2713 GESTION QUADCOM INC.	1988 07 07	Québec
2622-7520 GESTION ROBERT AUCLAIR INC.	1988 07 04	Montréal
2620-2887 GESTION ROGER DES JARDINS INC.	1988 07 06	Québec
2622-7835 GESTION TECHNO INC.	1988 07 05	Terrebonne
2620-2986 GESTION THÉRÈSE TURGEON INC.	1988 07 06	Québec
2620-4404 LES GESTIONS T.O.J. INC.	1988 07 08	Charlevoix
2622-7728 GREF PRODUCTION INC.	1988 07 06	Montréal
2620-3943 GROUPE C.G.T. (CONSEIL GESTION TRAVAIL) INC.	1988 07 04	Saint-François
2620-2614 LE GROUPE E.S.N.A. 2000 INC.	1988 07 05	Québec
2620-3463 GROUPE G.L.D. INC.	1988 06 30	Beauce
2622-7363 LE GROUPE PRÉVENTION D.E.C. INC.	1988 07 04	Richelieu
2622-6555 HABITAT-SOL INC.	1988 06 30	Beauharnois
2622-7488 HEMLOCK TAXI (1988) LTÉE HEMLOCK TAXI (1988) LTD.	1988 07 04	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2622-6589 HOSTELLERIE LE CHASSEUR INC.	1988 06 30	Montréal
2620-4099 HYDRALIS INC.	1988 07 05	Saint-Maurice
2622-7124 HYDRAULITECH INC.	1988 07 04	Longueuil
2622-7413 INFLUENCE PLUS INC.	1988 07 06	Montréal
2622-7819 JEAN MYRIAM INC.	1988 07 05	Saint-Maurice
2620-3539 JEAN-CLAUDE MORIN INC.	1988 06 30	Roberval
2622-6480 JOCELYNE VERREAULT-PARÉ INC.	1988 06 30	Montréal
2622-7132 JURIGESTION LE MAÎTRE INC.	1988 07 04	Montréal
2620-4081 LAPOINTE DE L'ÉLÉGANCE INC.	1988 07 05	Rimouski
2620-3984 LA LATTE DES BERGES INC.	1988 07 05	Baie-Comeau
2620-2648 LOCATION G.F. INC.	1988 07 06	Québec
2620-3927 LOCATIONS MARIE-HÉLÈNE INC.	1988 07 06	Hull
2622-6795 LOUIS LEBLANC TRAITÉUR INC.	1988 06 30	Arthabaska
2622-8205 MAÇONNERIE R.M.S. INC.	1988 07 05	Montréal
2620-3000 MARCEL LACHANCE PLÂTRIER INC.	1988 07 06	Québec
2622-6878 MARCHÉ MONT-ROLLAND INC.	1988 07 04	Terrebonne
2622-7116 MARGUERITE ANNE BRITTON INC.	1988 07 04	Montréal
2622-6746 MARIO LEVESQUE CONSULTANT INC. CONSULTANT MARIO LEVESQUE INC.	1988 06 30	Longueuil
2620-3802 MAXI LOCATION INC.	1988 06 30	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2620-4610 LES MEUBLES R. COURNOYER INC.	1988 07 07	Montréal
2620-3810 LES MOULÉS D'ÉLEVAGES ST. AUGUSTINE INC.	1988 06 30	Mingan
2620-4701 MURAM (1988) INC.	1988 07 07	Québec
2620-3950 NOFALCO INC.	1988 07 04	Saint-Hyacinthe
2622-6563 OMNI PLANTE INC.	1988 06 30	Montréal
2620-4198 PÂTISSERIE BOULANGERIE PETIT PARISIEN INC.	1988 07 05	Drummond
2620-5070 PAUSE CAFÉ ROYAL INC.	1988 07 07	Québec
2622-8254 PEINTURE D'AUTO CALIFORNIENNE P. P. INC.	1988 07 05	Laval
2620-4156 LES PÉTROLES REMAY INC.	1988 07 04	Frontenac
2622-7975 PIÈCES D'AUTOS ROGER NOËL-UNIBEX INC.	1988 07 05	Montréal
2622-8270 LES PLACEMENTS SERGE BRASSARD INC.	1988 07 05	Montréal
2622-6811 PLOMBERIE BERNARD LACHARITÉ INC.	1988 06 30	Joliette
2620-4602 PLOMBERIE C.S. INC.	1988 07 05	Québec
2622-6829 PLOMBERIE ROGER FOURNIER INC.	1988 06 30	Laval
2620-3596 PLOMBERIE TRANS-QUÉBEC INC.	1988 07 07	Québec
2620-4685 LES PRODUITS ANTI-FRICTION CÔTE-NORD INC.	1988 07 05	Mingan
2622-8031 PROGESVAL INC.	1988 07 05	Laval
2622-7595 PROLIB INC.	1988 07 04	Terrebonne
2622-7579 LES PROMOTIONS RICHELIEU INC.	1988 07 04	Saint-Hyacinthe

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2622-8015 PROPRIÉTAIRES MIEUX PROTÉGÉS INC.	1988 07 05	Montréal
2622-6969 PROTOCOLE INFORMATIQUE INC. PROTOCOLE SOFTWARE INC.	1988 06 30	Saint-Hyacinthe
2622-7306 P.A.L. AUTOS INC.	1988 07 04	Longueuil
2620-4792 RAYMOND BELCOURT INC.	1988 07 07	Québec
2622-7215 LES RÉALISATIONS N G L INC.	1988 07 05	Montréal
2622-8130 RÉJEAN DESROSIERS & FILS INC.	1988 07 05	Kamouraska
2622-6514 RÉNOVATION ET MENUISERIE D'ATELIER «A» DES BASSES LAURENTIDES INC.	1988 08 01	Terrebonne
2620-2630 RÉNOVATION JACQUES PARADIS INC.	1988 07 04	Québec
2622-6894 REN-BAR TRANSPORT INC.	1988 06 30	Montréal
2622-7512 RESTAURANT CHALÈNE INC.	1988 07 04	Bedford
2620-4594 RESTAURANT LE CLUB STEAK INC.	1988 07 07	Québec
2622-6837 RE/MAX EXPERT INC.	1988 06 30	Saint-Hyacinthe
2620-4305 RÔTISSERIE ST-AMBROISE INC.	1988 07 07	Joliette
2620-3521 SALON DE QUILLES DE FRANCHEVILLE INC.	1988 07 04	Trois-Rivières
2622-7660 SCIERIE DESROCHES ET FRÈRES INC.	1988 07 05	Joliette
2620-4800 SCIERIE FORESTVILLE INC.	1988 07 08	Québec
2622-7918 SERVICE DE PNEUS EMJ (BAIE-JAMES) INC.	1988 07 06	Terrebonne
2622-7272 SERVICES FINANCIERS G.E.P. INC.	1988 07 04	Montréal
2620-4818 SKANDI ORTHO INC.	1988 07 08	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2622-7389 SOCIÉTÉ DE CRÉDIT-BAIL PHÉNIX INC. PHENIX LEASING INC.	1988 07 04	Québec
2622-7280 SOCIÉTÉ DE GESTION KAMM LTÉE	1988 07 04	Longueuil
2620-2580 SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE FORRÉ INC.	1988 07 05	Québec
2622-7652 SPIROFOND INC.	1988 07 04	Joliette
2620-4164 STUDIO 2542 INC.	1988 07 05	Beauce
2622-7207 STUDIO ANDRÉE ROBILLARD INC.	1988 07 04	Montréal
2622-8197 SUPERMARCHÉ STE-CATHERINE INC.	1988 07 05	Laval
2622-6928 TERRIACA AUTO SERVICE INC.	1988 06 30	Montréal
2622-7504 TEXPRO INC.	1988 07 04	Montréal
2622-8189 LES THERMOPOMPES J. B. AIR INC.	1988 07 05	Beauharnois
2622-6522 TOURS RUAH INC. RUAH TOURS INC.	1988 06 30	Montréal
2620-3968 TRANSPORT BOUCHER & FILS INC.	1988 07 05	Mégantic
2622-7231 TRANSPORT CAPLETTE ET LANOIE INC.	1988 07 04	Richelieu
2622-8007 TRANSPORT DANIEL GLIVE INC.	1988 07 05	Montréal
2622-8148 TRANSPORT EN VRAC SAURIOL INC.	1988 07 05	Roberval
2622-6720 TRANSPORT J.M.K. INC.	1988 06 30	Longueuil
2620-3919 TRANSPORT OCTAVE LIZOTTE INC.	1988 07 06	Québec
2620-3836 TRANSPORT PIERRE LEMAY INC.	1988 06 30	Trois-Rivières
2620-3794 TRANSPORT ZÉRO CAT INC.	1988 06 30	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2620-2689 LES TRANSPORTS SERGE DESCHÈNES INC.	1988 07 05	Saint-Hyacinthe
2622-7256 TUILE ÉLÉGANCE (CANADA) INC. TILE ELEGANCE (CANADA) INC.	1988 07 04	Montréal
2622-6803 VÉLO EXCEL INC.	1988 06 30	Bedford
2622-7173 VIANDES RIENDEAU LTÉE	1988 07 04	Joliette
2622-6597 VICTOR DAVID EXCAVATION INC.	1988 06 30	Bedford
2620-3851 LES VIGNES DE LA CITÉ INC.	1988 07 01	Québec
2622-8122 VILLA YOLANDE GUINDON INC.	1988 07 05	Montréal
2622-7066 VITRERIE MÉDIC LTÉE	1988 06 30	Montréal
2622-6712 VR COURTIER D'AFFAIRES MONTRÉAL INC.	1988 07 04	Montréal

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

501

Délivrance d'un certificat de continuation

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de continuation à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1502-7410 ALAIN CODÈRE INC.	1976 03 25	1988 06 29	
1143-3976 ALCIDE MÉNARD LTÉE	1964 08 24	1988 07 07	
1330-5065 LES AUTOBUS ST-EUSTACHE INC.	1973 04 30	1988 06 29	
1316-0221 CHAUFFAGE DENIS VALLÉE & FILS INC.	1972 09 29	1988 06 30	

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1634-0820 CLINIQUE MÉDICALE ST-BASILE-LE-GRAND INC.	1979 02 26	1988 06 29	
1199-3599 COMPAGNIE DE DISTRIBUTION ALLIED INC.	1970 02 19	1988 07 04	
1509-9997 DEVCORP INC.	1977 12 31	1988 06 29	
1265-6591 DOMAINE DES 4 HETU INC.	1963 08 16	1988 06 29	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT UTEH INC.
1333-3877 LES ENTREPRISES PATENAUE INC.	1972 11 29	1988 06 29	
1259-3299 FIEF HUBERT CORPORATION	1957 03 21	1988 07 04	CORPORATION FIEF HUBERT FIEF HUBERT CORPORATION
1476-2132 LES FORMES DE BÉTON L.D. LTÉE	1977 04 04	1988 07 04	
1219-0716 FRANJEAN INC.	1972 02 07	1988 06 30	
1157-4597 GARAGE HENRI DROLET INC.	1966 03 09	1988 07 06	
1297-7724 L'HABITAT MODERNE INC.	1965 03 24	1988 06 28	
1176-4776 INDUSTRIES BO-MAR INC.	1966 03 29	1988 07 05	
1364-0891 JYGAS INC.	1975 07 29	1988 06 30	
1296-4847 LABORATOIRE DR RENAUD INC.	1967 02 20	1988 06 29	
1134-6244 LÉGER CONSTRUCTION INC.	1969 07 31	1988 07 05	
1472-0791 LOCATION TRANS-NORD INC.	1976 12 08	1988 06 29	
1630-5211 MAINTENANCE COLETTE INC.	1978 10 13	1988 06 30	
1356-3952 MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION LÉTOURNEAU INC.	1974 05 09	1988 07 05	

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1112-3452 ORDONNANCES D'OPTIQUE MODERNE INC.	1940 01 23	1988 07 06	LUNETTERIES NEW LOOK (CANADA) INC.
1466-9030 LE RENDEZ-VOUS DU BRICOLEUR DE L'EST INC.	1976 05 07	1988 06 30	
1152-7181 RESTAURANT ROSE D'OR INC.	1968 11 14	1988 07 05	IMMEUBLES ROSE D'OR INC.
1633-2678 SCIERIE MEILLEUR INC.	1979 06 04	1988 07 08	
1284-0690 SHELISS INC.	1956 02 06	1988 07 04	
1135-3307 TEXALL INC.	1950 08 24	1988 07 07	
1334-5830 TRANSPORT BLAINVILLE INC.	1973 02 22	1988 06 29	
1240-8753 TRANSPORT BRETON (ST-CHARLES) INC.	1969 07 03	1988 07 05	
1115-3004 VÊTEMENT EN PLASTIQUE POUR ENFANT INC.	1961 12 20	1988 07 04	

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

501

Délivrance d'un certificat de fusion

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de fusion à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2620-3117 CHAUFFAGE SERGE MONGEON INC.	CHAUFFAGE SERGE MONGEON INC. CENTRE DE CONFORT ÉLECTRIQUE BOUILLÉ-MONGEON LTÉE	1988 06 30	Laval
2620-5997 COGESPA INC.	COGESPA INC. 2422-1715 QUÉBEC INC. 2620-2473 QUÉBEC INC.	1988 07 01	Québec

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2620-3455 CORPORATION FINANCIÈRE CANADIENNE CANADIAN FINANCIAL CORPORATION	CORPORATION FINANCIÈRE CANADIENNE 2322-6319 QUÉBEC INC.	1988 06 30	Montréal
2620-2747 DEVCORP INC.	DEVCORP INC. 2533-6843 QUÉBEC INC.	1988 06 30	Québec
2620-3505 DISTAL INC.	LES ENTREPRISES LASI (1987) INC. JOS. GIRARD & FILS INC. JOUBERT & FILS LTÉE	1988 07 04	Québec
2620-3547 ÉQUIPEMENT N.C.N. LTÉE N.C.N. EQUIPMENT LTD.	ÉQUIPEMENT N.C.N. LTÉE ÉQUIPEMENT DELSON LTÉE	1988 06 30	Montréal
2620-3489 GESTION GUY CARPENTIER INC.	LES PROMOTIONS C.G.R. INC. GESTION CARPENTIER & BOISVERT INC. GAZ VENTE J.B. LTÉE LES LOCATIONS BELLEMARE ET CARPENTIER INC.	1988 06 30	Saint-Maurice
2620-4263 HENRI-PAUL SAVARD INC.	HENRI-PAUL SAVARD INC. 2157-6137 QUÉBEC INC.	1988 06 30	Québec
2620-2564 MONDIA, ÉDITEURS INC.	2163-2013 QUÉBEC INC. MONDIA, ÉDITEURS INC.	1988 07 01	Laval
2620-5062 O.G. MOTEURS ÉLECTRIQUES INC.	O.G. MOTEURS ÉLECTRIQUES INC. LES ENTREPRISES GHYSLAIN TREMBLAY INC.	1988 07 01	Drummond
2620-3133 PHARMACOPOLE INC.	2544-3953 QUÉBEC INC. PHARMACOPOLE INC.	1988 07 01	Chicoutimi
2620-3497 RESTAURANT AUX ANCIENS CANADIENS INC.	RESTAURANT AUX ANCIENS CANADIENS INC. GESTION A. G. LÉGARÉ INC.	1988 06 30	Québec
2620-2697 TRANSPORT BRISSETTE C.L. INC.	BRISSETTE TRANSPORT LTÉE LIVRAISON C.L. LTÉE	1988 07 05	Trois-Rivières

Délivrance d'un certificat de modification

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de modification à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1848-9823 1848-9823 QUÉBEC INC.	1981 08 03	1988 07 04	1) de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES E. HOLLIS INC. 2) du district: Laval
2314-9529 2314-9529 QUÉBEC INC.	1985 02 22	1988 06 29	1) de la dénomination sociale: GESTION C. BESNER INC. 2) du capital-actions
2319-1893 2319-1893 QUÉBEC INC.	1985 04 15	1988 06 29	du district: Terrebonne
2327-0861 2327-0861 QUÉBEC INC.	1985 09 13	1988 07 04	de la dénomination sociale: PROMOTIONS IMMOBILIÈRES M.B. INC.
2432-1515 2432-1515 QUÉBEC INC.	1987 03 11	1988 07 07	de la dénomination sociale: GESTION VILLA SAINTE-FOY INC.
2439-8646 2439-8646 QUÉBEC INC.	1986 08 27	1988 06 30	de la dénomination sociale: LES BOISERIES J.M.R. INC.
2526-4730 2526-4730 QUÉBEC INC.	1987 05 29	1988 07 05	1) de la dénomination sociale: LES CRÉATIONS H. MUET INC. 2) du capital-actions 3) des dispositions
2530-4809 2530-4809 QUÉBEC INC.	1987 09 16	1988 07 07	1) de la dénomination sociale: LOCATION SERVICE + INC. 2) du district: Montréal
2533-2172 2533-2172 QUÉBEC INC.	1987 11 24	1988 07 04	du capital-actions
2533-6850 2533-6850 QUÉBEC INC.	1987 12 04	1988 06 29	de la dénomination sociale: CORPORATION IMMO-FINANCE INC.
2543-2055 2543-2055 QUÉBEC INC.	1987 12 04	1988 07 04	du district: Saint-François

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2545-2194 2545-2194 QUÉBEC INC.	1987 12 29	1988 07 08	de la dénomination sociale: ATELIER DE LETTRAGE GAËTAN JOLICOEUR INC.
2545-3614 2545-3614 QUÉBEC INC.	1987 12 29	1988 07 04	du district: Saint-François
2546-3324 2546-3324 QUÉBEC INC.	1988 03 17	1988 07 04	de la dénomination sociale: GESTION D. MORENCY INC.
2547-8181 2547-8181 QUÉBEC INC.	1988 01 29	1988 06 28	du capital-actions
2549-1622 2549-1622 QUÉBEC INC.	1988 02 24	1988 06 29	de la dénomination sociale: ATLANTECH INC.
2549-1861 2549-1861 QUÉBEC INC.	1988 02 24	1988 06 29	1) de la dénomination sociale: ALUMINIUM MORRIS INC. 2) du district: Abitibi 3) du capital-actions 4) des dispositions 5) du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 10
2549-1887 2549-1887 QUÉBEC INC.	1988 02 24	1988 06 29	1) de la dénomination sociale: PLOMBERIE ET CHAUFFAGE DE LA RIVIÈRE INC. 2) du capital-actions 3) des dispositions 4) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 10
2551-3763 2551-3763 QUÉBEC INC.	1988 04 28	1988 06 29	de la dénomination sociale: BÂTISSEURS ESTRIENS INC.
2551-8440 2551-8440 QUÉBEC INC.	1988 05 18	1988 06 30	1) de la dénomination sociale: COMMUNICATIONS MAXICOM INC. 2) du district: Québec
2552-7326 2552-7326 QUÉBEC INC.	1988 04 08	1988 07 04	1) de la dénomination sociale: FANNY AUTO INC. 2) du district: Joliette
2553-5451 2553-5451 QUÉBEC INC.	1988 06 10	1988 06 29	du district: Bedford

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2553-5469 2553-5469 QUÉBEC INC.	1988 06 10	1988 06 30	du district: Joliette
2617-3971 2617-3971 QUÉBEC INC.	1988 04 26	1988 07 08	de la dénomination sociale: LES ACIERS A.B.C. INC.
2617-8459 2617-8459 QUÉBEC INC.	1988 05 04	1988 07 08	de la dénomination sociale: LE COURTAGE CAN-AM «QUÉBEC MÉTROPOLITAIN» INC.
2617-8889 2617-8889 QUÉBEC INC.	1988 05 05	1988 06 29	de la dénomination sociale: SÉCURITÉ NATIONALE M.S.S.T. QUÉBEC INC.
2619-6303 2619-6303 QUÉBEC INC.	1988 06 09	1988 06 22	du district: Longueuil
2619-7426 2619-7426 QUÉBEC INC.	1988 06 08	1988 06 21	du district: Laval
2619-7467 2619-7467 QUÉBEC INC.	1988 06 08	1988 06 29	du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 20
2619-7491 2619-7491 QUÉBEC INC.	1988 06 08	1988 06 21	du district: Terrebonne
2619-7509 2619-7509 QUÉBEC INC.	1988 06 08	1988 06 21	du district: Rimouski
2620-0550 2620-0550 QUÉBEC INC.	1988 06 22	1988 07 05	de la dénomination sociale: PRODUITS FORESTIERS ST-ALPHONSE INC.
2424-0301 ART DE VIVRE DUJ INC.	1986 11 13	1988 07 06	du nombre des administrateurs: 4
2174-1947 BATAISAG INC.	1984 08 27	1988 06 28	du capital-actions
1852-9347 BERNARD COMTOIS INC.	1981 12 03	1988 07 06	du capital-actions
1240-1030 BOTTIN LOCAL ORANGE INC.	1965 07 12	1988 07 05	du capital-actions
2543-4879 CANAL-PLUS INC.	1987 12 15	1988 06 30	du capital-actions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1842-9183 LES CARROSSERIES FORTIN (1981) INC.	1981 02 04	1988 07 05	de la dénomination sociale: ÉQUIPEMENTS DE TRANSPORT REMCO INC. REMCO TRANSPORT EQUIPMENTS INC.
1645-1064 LE CHAMPENOIS INC.	1980 06 04	1988 07 05	du district: Laval
2163-2625 COMPAGNIE DE PLACEMENTS J.-M. CHEVRIER INC.	1983 12 01	1988 06 27	du capital-actions
1503-5751 CONSTRUCTION N.A.B. INC.	1976 05 21	1988 06 29	du district: Longueuil
2439-6368 LES CONSTRUCTIONS PIERRE BELLEMARE INC.	1986 08 20	1988 07 06	de la dénomination sociale: GESTION VABELCO LTÉE
2434-7429 LES DISTRIBUTIONS JACQUES PERRON INC.	1986 03 12	1988 07 04	de la dénomination sociale: BAR LE FAUTEUIL INC.
1642-2537 D.H. GREIG INC.	1980 03 18	1988 06 28	de la dénomination sociale: LES MENUISIERS SUD-OUEST INC.
1256-8481 LES ENTREPRISES GUY LAFLEUR LTÉE	1971 10 21	1988 07 04	de la dénomination sociale: GESTION DIES INC.
2319-9359 LES ENTREPRISES RÉGIMER LTÉE	1985 04 24	1988 06 28	1) du capital-actions 2) des dispositions
1863-1085 ÉPICERIE DES HALLES INC.	1982 11 16	1988 06 08	de la dénomination sociale: BOUCHERIE CHEVALINE DES HALLES INC.
1504-0777 LES ÉQUIPEMENTS ST-PIERRE INC.	1976 06 30	1988 07 07	du capital-actions
1853-4685 ÉTUDE ÉCONOMIQUE CONSEIL F.K. INC.	1981 12 16	1988 07 07	de la dénomination sociale: ÉTUDE ÉCONOMIQUE CONSEIL (EEC CANADA) INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1642-1950 FERME MONRILAC INC.	1980 03 25	1988 07 06	1) du capital-actions 2) des dispositions
2426-9862 FINANCIÈRE ENTRAIDE-COOPÉRANTS INC.	1987 02 06	1988 06 29	du capital-actions
2170-6544 FOISY ET ASSOCIÉS INC.	1984 05 23	1988 07 05	du capital-actions
2534-4060 FOURNIER ET SEARS STATION DE SERVICE INC.	1987 04 22	1988 06 29	de la dénomination sociale: FOURNIER ET TOUSIGNANT STATION DE SERVICE INC.
1148-7782 GARAGE VIAU LTÉE	1947 10 31	1988 06 29	de la dénomination sociale: VIAU FORD LTÉE
1504-9115 GÉRARD TREMBLAY & ASSOCIÉS INC.	1976 08 05	1988 06 30	du district: Saint-François.
1108-2070 GESTION CLAUDE LESSARD INC.	1969 01 31	1988 07 04	du district: Longueuil
2548-6127 GESTION FRANCESCO CARRANO LTÉE	1988 04 11	1988 07 06	de la dénomination sociale: 2548-6127 QUÉBEC INC.
2424-0590 GESTION GEORGES BRUNET LTÉE	1986 11 13	1988 06 29	du capital-actions
2544-3847 GESTION GERVAIS ET RENAUD BÉRUBÉ INC.	1987 12 29	1988 07 04	1) de la dénomination sociale: RÉCUPÉRATION ET CONVERTISSEUR 2005 INC. RECYCLE AND CONVERTING 2005 INC. 2) du district: Richelieu
2537-1428 GESTION GIROUX & GAUTHIER INC.	1987 07 14	1988 07 04	de la dénomination sociale: GESTION GAUTHIER, GIROUX & GRENIER INC.
2552-6583 GESTIONS RUE ST-DENIS V.M.R. INC.	1988 04 07	1988 06 29	de la dénomination sociale: DISTRIBUTIONS COURTEAU-MIGNEAULT INC.
2438-5379 GROUPE FINANCIER GOÉLAND INC.	1986 07 09	1988 06 30	du capital-actions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1212-0226 HOBBY INTERNATIONAL INC.	1971 08 17	1988 07 06	de la dénomination sociale: 1212-0226 QUÉBEC INC.
2550-1123 HÔTEL LA BARRE INC.	1988 03 08	1988 07 06	du capital-actions
1476-5010 IMMEUBLES PLACE HOCHELAGA INC.	1977 04 13	1988 05 26	du capital-actions
2317-1549 LES IMMEUBLES RABJA INC.	1985 02 25	1988 07 08	du capital-actions
2437-1882 LES INVESTISSEMENTS LAVAL INC.	1986 05 16	1988 06 30	du capital-actions
2314-7028 INVESTISSEMENTS NORMANDIE INC.	1984 12 31	1988 06 28	1) du capital-actions 2) des dispositions
2537-2772 J. GEO CHALIFOUR (1987) INC.	1987 07 14	1988 06 30	du capital-actions
1847-5012 LES MACHINERIES M. LAROSE LTÉE	1981 06 15	1988 06 29	du capital-actions
1851-5973 METZ TRANSAC INC.	1981 10 20	1988 06 30	1) de la dénomination sociale: MONTREAL ÉLECTRO-DIESEL (1988) INC. 2) du capital-actions 3) des dispositions
2319-9151 LE MEUBLE ADSTOCK LTÉE	1985 04 24	1988 06 30	du capital-actions
2551-2724 MINI-LOC INC.	1988 04 26	1988 07 06	de la dénomination sociale: LOC INTERNATIONAL INC.
2439-0007 OPTEL INFORMATIQUE INC.	1986 07 25	1988 06 28	1) de la dénomination sociale: OPTEL ÉLECTRONIQUE INC. 2) du district: Québec
1136-7521 PEINTURE DENALT LTÉE	1961 10 19	1988 07 04	du capital-actions
2548-6366 PLACEMENTS D.F.M. INC.	1988 04 07	1988 06 30	du district: Montréal
2160-6280 PLEIN AIR & LOISIRS AMIS INC.	1983 09 23	1988 06 29	du capital-actions
2326-9384 LES PRODUCTIONS PIERRE RÉGIMBALD INC.	1985 09 13	1988 07 05	du district: Montréal

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2530-5798 LES PROMOTIONS MANOIR DE LA SAVANE INC.	1987 09 18	1988 06 30	de la dénomination sociale: 2530-5798 QUÉBEC INC.
2534-1512 RESTAURANT HAO-CHI INC.	1987 04 14	1988 06 08	de la dénomination sociale: 2534-1512 QUÉBEC INC.
2161-7394 ROBERT AUTO DÉMOLITION INC.	1983 10 26	1988 07 05	1) de la dénomination sociale: ROBERT FERS & MÉTAUX INC. 2) du capital-actions
1863-0905 RÔTISSERIE DE REPENTIGNY INC.	1982 11 12	1988 06 29	du capital-actions
2421-3951 SALON D'ESTHÉTIQUE JULIE INC.	1986 10 27	1988 07 08	de la dénomination sociale: 2421-3951 QUÉBEC INC.
2547-4529 SERVICES D'ENTRETIEN ST-JEAN ET ROSAS INC.	1988 01 26	1988 07 07	de la dénomination sociale: SERVICES D'ENTRETIEN G. S-J INC.
1286-4310 SERVIPLAST INC.	1968 02 26	1988 06 30	du capital-actions
2545-9561 SPORT ALPIN INC.	1988 03 03	1988 07 07	de la dénomination sociale: ALPENSTOCK BEAUPRÉ INC.
2440-0673 S.M. ROBOTIQUE INC.	1986 09 04	1988 06 30	du district: Saint-François
1370-6601 TRANSMISSION D'AUTOS ST-JÉRÔME INC.	1974 12 11	1988 06 29	de la dénomination sociale: 1370-6601 QUÉBEC INC.
2327-3600 TRANSPORT LAMEL INC.	1985 09 17	1988 07 06	1) du district: Rimouski 2) du capital-actions
2419-7063 TRANSPORT RÉAL GAUDETTE INC.	1986 09 02	1988 07 06	1) du capital-actions 2) des dispositions
1163-2387 LES VOITURES DE LOUAGE DÉRAGON LTÉE	1957 11 08	1988 06 30	du capital-actions

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Compagnies (Partie III) — Loi sur les

Lettres patentes

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes constituant en corporation chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2620-4354 A U D I T (SERVICES D'ADAPTATION UNIVERSELLE DES IMMIGRANTS AU TRAVAIL)	1988 07 06	1670, Malouin, Sherbrooke
2620-5088 AGRICULTRICES K.L.M. INC.	1988 07 08	Saint-Pascal
2620-2259 ANIMA ASSOCIATION CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX ANIMAUX, DE QUÉBEC	1988 07 05	2400, Jean-Durand, bureau 7, Sainte-Foy
2620-2739 L'APGO, L'ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DE GRUES DU QUÉBEC	1988 07 07	Communauté urbaine de Montréal
2620-4388 ASSOCIATION ALLIAGE INC.	1988 07 07	2805, rue Laval, bureau 10, Saint-Hyacinthe
2620-4644 ASSOCIATION DES ARCHERS DE CÔTE-SAINT- PAUL INC.	1988 07 08	1684, rue Le Caron, Montréal
2620-4362 L'ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DU DOMAINE LA CANADIENNE À ST-ADOLPHE D'HOWARD INC.	1988 07 06	142, chemin de la Cariole, Saint-Adolphe-d'Howard
2620-3109 ASSOCIATION DES RETRAITÉS DE Q.I.T. - P.M.Q. INC.	1988 07 06	1625, route Marie-Victorin, Tracy
2620-4578 L'ASSOCIATION MIDI QUARANTE INC.	1988 07 07	Laval
2620-2721 CENTRE DE FORMATION ROUTE DE VIE	1988 07 07	401, Principale nord, Amos
2620-2218 LE CENTRE DES SERVICES À L'ENFANCE DE SAINT-LAMBERT	1988 07 04	41, rue Lorne, Saint-Lambert
2620-4586 CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES POUR L'AVANCEMENT DE LA CONSTRUCTION AU QUÉBEC	1988 07 07	4970, Place de la Savane, Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2620-3471 CENTRE PARENTS-ENFANTS DE VAUDREUIL-SOULANGES INC.	1988 07 04	20, Bourget, app. 3, Vaudreuil
2620-2234 CLUB DE KARATÉ DU HAUT-RICHELIEU INC.	1988 07 05	Saint-Jean-sur-Richelieu
2620-1772 LE CLUB DE NATATION MINABICHI DE LA SARRE INC.	1988 07 05	La Sarre
2620-3125 CLUB DE TENNIS DE TABLE «LES CASTORS» INC.	1988 07 08	5990, Port-Royal, Saint-Grégoire
2620-4370 CORPORATION DE CONSULTATION ÉTUDIANTE LA FILIÈRE INC.	1988 07 07	Sherbrooke
2620-1780 LA CORPORATION D'AIDE AUX PRODUCTEURS DE BLEUETS (C.A.P.B.) INC.	1988 07 05	698, Melançon, Saint-Bruno
2620-2705 LE DOMAINE DE L'ESPOIR DU LAC ST-CHARLES	1988 07 07	11965, Place Rivard, Neufchâtel
2620-1749 FONDATION HENRI-LOUIS LA ROCHELLE	1988 07 04	Montréal
2620-1798 LIGUE DE HOCKEY AMICALE MML RIVE-SUD	1988 07 05	1005, Allard, app. 2, Verdun
2620-4230 LES LOUPS AU VOLANT	1988 07 06	La Doré
2620-2242 MOUVEMENT DES ASSOCIATIONS GÉNÉRALES ÉTUDIANTES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI (MAGE-UQC)	1988 07 05	Chicoutimi
2620-2226 PROMOTIONS ÉCRITURE D'ICI	1988 07 04	1201, rue Wolfe, app. 6, Montréal
2620-1756 LE RÉSEAU D'HÉBERGEMENT ET DE RESTAURATION LA MARJOUCHE	1988 07 04	108, Pascal-Comeau, Godbout
2620-1806 SOCIÉTÉ DU DÉVELOPPEMENT DE ST-MAGLOIRE INC.	1988 07 05	13, rue de la Caisse, Saint-Magloire

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2620-4636 LA SOCIÉTÉ POUR L'ÉPANOUISSMENT DES JEUNES DE ST-AMABLE	1988 07 08	Saint-Amable
2620-4396 SOLIDARITÉ POPULAIRE-QUÉBEC INC.	1988 07 08	Montréal

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

501

Lettres patentes supplémentaires

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes supplémentaires à chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modification
2318-8329 ACADÉMIE MUSIQUE EN COULEUR INC.	1985 04 19	1988 07 05	des objets
1861-3828 ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DU LAC GINETTE	1982 09 28	1988 07 07	1) de la dénomination sociale: COMITÉ DES LOISIRS DU LAC GI- NETTE INC. 2) des objets
1268-3371 ASSOCIATION MONTRÉLAISE DE JELSI	1969 04 15	1988 07 08	de la valeur des biens immobiliers
1644-7419 LE CENTRE DE BÉNÉVOLAT DE BEAU- HARNOIS INC.	1980 05 21	1988 07 08	de la dénomination sociale: LE CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE DE BEAUHARNOIS
2157-1732 CENTRE DE SERVICES DU MIEUX- VIVRE DE BÉGIN, SHIPSHAW, ST-CHARLES ET ST-AMBROISE	1983 10 20	1988 07 08	1) du siège social: 23, rue Pedneault, Saint-Ambroise 2) des objets 3) des dispositions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modification
2171-1213 CENTRE DU JOUR NOUVEAU	1984 06 14	1988 07 08	des objets
1358-6607 COMPTOIR ST-VINCENT DE PAUL DE HULL INC.	1975 02 26	1988 07 08	1) des objets 2) de la valeur des biens immobiliers 3) des dispositions
1635-7964 LES COUREURS DE L'ESTRIE DU MONT SCOTCH HILL		1988 07 07	des objets
1114-7410 CRÉATIONS K.T.M. INC.	1955 12 30	1988 07 07	de la dénomination sociale: LES CRÉATIONS OWEN ET BOO-KALAM INC.
2545-8274 ENTRAIDE JEUNESSE QUÉBEC	1988 03 03	1988 07 07	des objets
1863-5698 GARDERIE MISTIGRI 2 INC.	1982 11 23	1988 07 08	de la dénomination sociale: GARDERIE POIDS PLUME INC.
1293-4659 HÔPITAL MAISONNEUVE-ROSEMONT	1971 07 07	1988 07 08	de la valeur des biens immobiliers
2546-5576 LA MAISON DEMONTIGNY	1988 03 22	1988 07 07	1) de la dénomination sociale: LA MAISON DE MONTIGNY 2) des dispositions
1465-5633 LA MAISON DU RENOUVEAU CHARLES-BOURG INC.	1976 03 16	1988 07 07	des objets
1644-2303 LES PAVILLONS AGRO-ALIMENTAIRES QUÉBÉCOIS INC.	1980 05 02	1988 07 07	de la dénomination sociale: PROMAQ PROMOTIONS ALIMEN- TAIRES DU QUÉBEC INC.
1646-1659 LA ROSE DES VENTS DE DRUMMOND INC.	1980 07 21	1988 07 07	des objets
2420-2756 SOCIÉTÉ C.L.E. LAC-ST-JEAN-OUEST INC.	1986 09 16	1988 07 07	de la dénomination sociale: CENTRE D'AIDE AUX ENTRE- PRISES LAC-ST-JEAN-OUEST INC.

Compagnies (Divers) — Loi sur les

Dissolution — Demandes de

1218-4263 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «1218-4263 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 8 juillet 1988

56956

Les procureurs de la compagnie,
DESJARDINS, DUCHARME

2161-1363 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «2161-1363 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Granby, le 12 juillet 1988

56987

Le président,
GILLES D. DALLAIRE

2329-9845 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «2329-9845 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Gabriel-de-Brandon, le 6 juin 1988

56988

La présidente et secrétaire,
LISE DOUVILLE

2331-8785 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «2331-8785 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 12 juillet 1988

56989

Le président,
GERMAIN DÉSILETS

ALEX L'HEUREUX ET FILS LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ALEX L'HEUREUX ET FILS LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 13 juillet 1988

56990

Pour la compagnie,
MAURICE L'HEUREUX

AMICALE DES ANCIENS ET ANCIENNES DE LACHINE ET SAINT-PIERRE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «AMICALE DES ANCIENS ET ANCIENNES DE LACHINE ET SAINT-PIERRE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Lachine, le 11 juillet 1988

56957

Pour la compagnie,
DENISE LANDRY

ANTECOL'S LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ANTECOL'S LTD.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 27 juin 1988

56958

Le procureur de la compagnie,
SAMUEL E. BERGER, C.R.

**ASSOCIATION DE CHASSE ET PÊCHE
CHARLESBOURG INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ASSOCIATION DE CHASSE ET PÊCHE CHARLESBOURG INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Charlesbourg, le 21 mars 1988

56982

Le président,
GILLES LEMELIN

**MINES CHIBOUGAMAU INC.
CHIBOUGAMAU MINES INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «MINES CHIBOUGAMAU INC.—CHIBOUGAMAU MINES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Toronto, le 14 juillet 1988

56999

Le trésorier,
PETER J. MALONEY

**CENTRE DE SERVICE CLAUDE & CLAUDE
INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CENTRE DE SERVICE CLAUDE & CLAUDE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Beauport, le 11 juillet 1988

56959

Le président,
CLAUDE LAMONTAGNE

CLUB DE SOCCER KAMIKAZES DU SUD

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CLUB DE SOCCER KAMIKAZES DU SUD» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Victoriaville, le 11 juillet 1988

56992

Le président,
PIERRE ELLYSON

CENTRE PROFESSIONNEL DE GRANBY INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CENTRE PROFESSIONNEL DE GRANBY INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Granby, le 12 juillet 1988

56991

Le président,
GILLES D. DALLAIRE

CLUB MORD-ICI INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CLUB MORD-ICI INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Trois-Rivières, le 12 juillet 1988

56993

Le président,
MARCEL BORNAIS

CONSTRUCTION AUDET & RIOUX LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CONSTRUCTION AUDET & RIOUX LIMITÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Laval, le 6 juillet 1988

57004

La secrétaire,
JOCELYNE RIOUX

**CONSTRUCTION ÉLECTRONIQUE INC.
ELECTRONICS CONSTRUCTION INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CONSTRUCTION ÉLECTRONIQUE INC.—ELECTRONICS CONSTRUCTION INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 5 juillet 1988

56960

Le secrétaire,
J. PFEIFFER

CONSTRUCTION MARC-ANDRÉ NOËL INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CONSTRUCTION MARC-ANDRÉ NOËL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Farnham, le 28 juin 1988

56994

Le président,
MARC-ANDRÉ NOËL

**DONNÉES D'IMAGES APPLIQUÉES
INTERNATIONAL INC.
DATA IMAGING APPLICATIONS
INTERNATIONAL INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «DONNÉES D'IMAGES APPLIQUÉES INTERNATIONAL INC.—DATA IMAGING APPLICATIONS INTERNATIONAL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Granby, le 7 juillet 1988

57006

Le procureur de la compagnie,
ME LOUIS NORMANDIN

DISPROLUX INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «DISPROLUX INC.» demandera à l'inspecteur général

des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Candiac, le 4 juillet 1988

57005

Le procureur de la compagnie,
ANNE-MARIE CHIQUETTE

**LES IMMEUBLES DON-BEL INC.
DON-BEL REALTIES INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES IMMEUBLES DON-BEL INC.—DON-BEL REALTIES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 27 juin 1988

56970

Le secrétaire,
DAVID RANSEN

**ÉGLISE BAPTISTE DU CARREFOUR
CHRÉTIEN**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ÉGLISE BAPTISTE DU CARREFOUR CHRÉTIEN» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Valleyfield, le 13 juillet 1988

56995

Le trésorier,
MAURICE POIRIER

GESTIONS PHILIPPE RANGER INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «GESTIONS PHILIPPE RANGER INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sherbrooke, le 15 juillet 1988

57007

Les procureurs de la compagnie,
HACKETT, CAMPBELL, BOUCHARD

HENRI-GEO. PELLETIER & FILS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «HENRI-GEO. PELLETIER & FILS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Aubert, le 22 juin 1988

56961 *Le président,*
HENRI-GEORGES PELLETIER

J.H. KENNETH VIENS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «J.H. KENNETH VIENS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 11 juillet 1988

56964 *Les procureurs de la compagnie,*
GOTTLIEB, KAYLOR & STOCKS

ICG GAZ LIQUIDE LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ICG GAZ LIQUIDE LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 14 juillet 1988

57008 *Les procureurs de la compagnie,*
GUY & GILBERT

JRPM PLOMBERIE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «JRPM PLOMBERIE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Longueuil, le 7 juillet 1988

56996 *Le président,*
J.R. BÉGIN

INVESTISSEMENTS GLENEAGLES LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «INVESTISSEMENTS GLENEAGLES LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 30 juin 1988

56962 *Le secrétaire,*
PETER. E. GRAHAM, C.R.

**L'ASSOCIATION DES FAMILLES
MONOPARENTALES D'ARGENTEUIL (AFMA)**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «L'ASSOCIATION DES FAMILLES MONOPARENTALES D'ARGENTEUIL (AFMA)» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Lachute, le 11 juillet 1988

56997 *La vice-présidente,*
ANDRÉE LAROCHELLE

IRAL INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «IRAL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 29 juin 1988

56963 *Les procureurs de la compagnie,*
MARTINEAU, WALKER

LES ALIMENTS MADAKEV INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES ALIMENTS MADAKEV INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Repentigny, le 27 mai 1988

56965 *Pour la compagnie,*
MARIO ISABELLE

LES CONSTRUCTIONS TURMEL ET FRÈRES INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES CONSTRUCTIONS TURMEL ET FRÈRES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Joly, le 17/juin 1988

56998

Pour la compagnie,
JEAN-MARIE TURMEL

LES DISTRIBUTIONS B.F. INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES DISTRIBUTIONS B.F. INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 8 juillet 1988

56966

Les procureurs de la compagnie,
DESJARDINS, DUCHARME

LES ENTREPRISES CELVIC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES ENTREPRISES CELVIC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Anjou, le 8 juillet 1988

56967

Pour la compagnie,
DONALD BILODEAU

LES ENTREPRISES GÉON-BERT INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES ENTREPRISES GÉON-BERT INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 12 juillet 1988

56968

L'administrateur,
JEAN-PIERRE BERTRAND

LES ENTREPRISES H. BEAUREGARD INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES ENTREPRISES H. BEAUREGARD INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Dorval, le 23 juin 1988

56983

La présidente et directrice générale,
HÉLÈNE BEAUREGARD

LES ENTREPRISES HOWARDENE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES ENTREPRISES HOWARDENE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 29 juin 1988

56969

Les procureurs de la compagnie,
MARTINEAU, WALKER

LES IMMEUBLES ROCKLA LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES IMMEUBLES ROCKLA LIMITÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Jérôme, le 14 juillet 1988

57009

Le procureur de la compagnie,
GILLES AUCLAIR, avocat

LES PLACEMENTS MERCANTILES INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES PLACEMENTS MERCANTILES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 23 juin 1988

56984

Le secrétaire,
MARCEL GENDRON

LES PRODUCTIONS RANGER INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES PRODUCTIONS RANGER INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sherbrooke, le 15 juillet 1988

Les procureurs de la compagnie,
HACKETT, CAMPBELL, BOUCHARD

57010

PIÈCES D'AUTO LAPLANTE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «PIÈCES D'AUTO LAPLANTE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Acton Vale, le 14 juillet 1988

Le président,
LUCIEN LAPLANTE

57012

LES SERVICES ADMINISTRATIFS MARILÈNE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES SERVICES ADMINISTRATIFS MARILÈNE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Jérôme, le 15 juillet 1988

La présidente,
MADELEINE JODOIN

56971

PROPANE DU QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «PROPANE DU QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 14 juillet 1988

Les procureurs de la compagnie,
GUY & GILBERT

57013

MULTI-SERVICE GRANBY INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «MULTI-SERVICE GRANBY INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Granby, le 12 juillet 1988

Le président,
GILLES D. DALLAIRE

50700

PUBLICITÉ B.B.M. INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «PUBLICITÉ B.B.M. INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Laval, le 14 juillet 1988

Les procureurs de la compagnie,
LAMBERT, DAGENAIS ET ASSOCIÉS

57001

PATATRAS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «PATATRAS» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Hubert, le 16 juin 1988

Pour la compagnie,
LUCIE LEVERT

57011

RECUPERBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «RECUPERBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sainte-Foy, le 14 juillet 1988

Les procureurs de la compagnie,
JOLIN, FOURNIER, MORISSET

57002

SCIERIE BERTRAND & OUELLET LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «SCIERIE BERTRAND & OUELLET LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montmagny, le 6 juillet 1988

56972

La secrétaire,
LOUISE BERTRAND

TAXI ST-LOUIS LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «TAXI ST-LOUIS LIMITÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Rimouski, le 12 juillet 1988

57015

La secrétaire,
LUCIA LÉVESQUE

SÉCURITÉ CHARLEVOIX LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «SÉCURITÉ CHARLEVOIX LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Baie-Comeau, le 5 juillet 1988

57014

Le président,
GILLES JOURDAIN

TRANSPORT SOMAVRAC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «TRANSPORT SOMAVRAC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Trois-Rivières, le 28 juin 1988

56973

Les procureurs de la compagnie,
BEAUMIER, RICHARD & ASSOCIÉS

SOCIÉTÉ MINIÈRE COLUMBEC LTÉE (LIBRE DE RESPONSABILITÉ PERSONNELLE)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «SOCIÉTÉ MINIÈRE COLUMBEC LTÉE (LIBRE DE RESPONSABILITÉ PERSONNELLE)» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 12 juillet 1988

57003

Les procureurs de la compagnie,
GAGNON, DE BILLY, CANTIN, MARTIN,
BEAUDOIN, LESAGE & ASSOCIÉS

U.L.M. SPORT LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «U.L.M. SPORT LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Lambert, le 1^{er} mai 1988

57016

Le président,
HENRI RICHARD

Lettres patentes - Correction des (Article 12)

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a autorisé la correction des lettres patentes constituant en corporation:

Dénomination sociale	Date des lettres patentes	Date de correction	Modification
2553-1500 FONDATION RÉGIE CLOUTIER INC.	1988 05 26	1988 06 29	de la dénomination sociale: FONDATION RÉGIS CLOUTIER INC.

Permis de faire affaires

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a autorisé la correction des lettres patentes constituant en corporation:

*Nom de la compagnie **Nom d'emprunt	Date du permis	Nom et adresse de l'agent principal	Adresse du bureau principal
1698-5178 * DÉMÉNAGEMENT FRAZER (1965) LTÉE	1988 07 04	M. Donald McCarty, 1, Place Ville Marie, bureau 4000, Montréal	530, avenue Orly, Dorval
2681-9268 ** ENTREPRISES ATCO LTÉE	1988 06 30	Andrea Francoeur Mécis, Tour de la Bourse, 800, Place Victoria, bureau 3400, Montréal	Tour de la Bourse, 800, Place Victoria, bureau 3400, Montréal

501

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Financement Immobilier Capital générale électrique Inc.

Prenez avis que le ministre des Finances, sur l'avis de l'inspecteur général des institutions financières, a autorisé l'émission d'un permis de sociétés de prêts et de placements à « Les Immeubles Genelcan Limitée » et que le nom de cette société a été changé pour « Financement Immobilier Capital générale électrique Inc. le 29 mars 1988 par statuts de modification régis par les lois de la province de l'Ontario.

L'adresse du bureau principal de la corporation au Québec est à place du Canada, bureau 1230, Montréal, district de Montréal.

Montréal, le 23 juin 1988.

*L'agent principal,
DAVID W. WILLIAMS*

56776-28-4

Coopératives — Loi sur les

Délivrance de statuts de modification d'une coopérative, fédération et confédération

Le ministre de l'Industrie, du Commerce donne avis qu'il a délivré des statuts de modification aux coopératives, fédérations et confédérations suivantes:

No dossier	Dénomination sociale	Modification	Date de modification
260-089	COOPÉRATIVE COLLÉGIALE DE L'OUTAOUAIS «COOPCO»	Anc. dén. soc.: COOPÉRATIVE ÉTUDIANTE COLLÉGIALE DE HULL «COOPECH»	1988 06 01

*Le directeur par intérim
du secteur des coopératives,
MARC JEAN*

503

Délivrance des statuts de constitution

Le ministre de l'Industrie et du Commerce donne avis qu'il a délivré des statuts de constitution aux coopératives suivantes:

No dossier	Dénomination sociale	Date de constitution
345-192	COOP D'ARTISANAT BOIS-JOLI	1988 06 15
345-173	COOPÉRATIVE D'HABITATION «DE LA RUE MATTE» DE MONTRÉAL NORD	1988 06 15
345-195	COOPÉRATIVE D'HABITATION «FASCINATION» DE POINTE ST-CHARLES	1988 06 22
345-172	COOPÉRATIVE D'HABITATION «SEPTIMO CIELO» DE MONTRÉAL-NORD	1988 06 03
345-186	COOPÉRATIVE D'HABITATION «SHAMROCK» DE POINTE ST-CHARLES	1988 06 08
345-193	COOPÉRATIVE D'HABITATION ADÉLARD PLOURDE	1988 06 23
345-196	COOPÉRATIVE D'HABITATION AU FIL DE L'EAU DE ST-CHARLES	1988 06 30
345-159	COOPÉRATIVE D'HABITATION LAVERNIÈRE	1988 06 09
345-185	COOPÉRATIVE D'HABITATION LE SUCCÈS DE POINTE ST-CHARLES	1988 06 08
345-157	COOPÉRATIVE D'HABITATION MULTICULTURELLE «COEUR À COEUR»	1988 06 01
345-187	COOPÉRATIVE D'HABITATION QUATRE AIRES	1988 06 08

No dossier	Dénomination sociale	Date de constitution
345-188	COOPÉRATIVE D'HABITATION SENGSAVANG	1988 06 09
345-191	COOPÉRATIVE D'HABITATION SOKSAY	1988 06 15
345-184	COOPÉRATIVE D'HABITATION ST-GEORGES DE JONQUIÈRE	1988 06 13
345-132	COOPÉRATIVE D'HABITATION ST-JACQUES-DE-LEEDS	1988 06 13
345-168	COOPÉRATIVE DE RÉCUPÉRATION DU HAUT RICHELIEU	1988 06 30
345-194	COOPÉRATIVE D'HABITATION «LE PAPILLON» DU SUD-OUEST (MONTREAL)	1988 06 22
345-189	LA COOPÉRATIVE D'AQUEDUC DE L'ORME-ISAIE	1988 06 09
345-190	LA COOPÉRATIVE DE RESTAURATION «LE CROQUE-MITAIN»	1988 06 23

*Le directeur par intérim
du secteur des coopératives,
MARC JEAN*

503

Coopératives — Loi sur les

CLUB COOPÉRATIF DE CONSOMMATION D'ABITIBI-OUEST

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « CLUB COOPÉRATIF DE CONSOMMATION D'ABITIBI-OUEST, tenue le 15 juin 1987, il a été résolu de liquider la coopérative et qu'elle soit dissoute conformément aux dispositions de la Loi sur les coopératives et de la Loi sur la liquidation des compagnies et que Madame Solange Larouche et Messieurs Alain Gagnon et Valère Aubin soient nommés liquidateurs.

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

503

COOPÉRATIVE D'ARTISANAT « LA QUENOUILLE » (LA MAURICIE)

Avis est donné que « COOPÉRATIVE D'ARTISANAT « LA QUENOUILLE » (LA MAURICIE) », dont le siège social était situé à Mont-Carmel, a été dissoute le 20 juin 1988 conformément aux dispositions de la Loi sur les coopératives et de la Loi sur la liquidation des compagnies.

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

503

LA COOPÉRATIVE D'INFORMATION ET DE PUBLICATION L'ÉVÈNEMENT-CIEL

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « LA COOPÉRATIVE D'INFORMATION ET DE PUBLICATION L'ÉVÈNEMENT-CIEL tenue le 5 avril 1988, il a été résolu de liquider la coopérative et qu'elle soit dissoute conformément aux dispositions de la Loi sur les coopératives et de la Loi sur la liquidation des compagnies et que Madame Sylvie Hamel, Yvonne Legault et Linda Boily soient nommées liquidatrices.

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

503

L'ENTRE-CLASSE, COOPÉRATIVE DE TRAVAIL EN SERVICE DE GARDE DU HAUT-RICHELIEU

Avis est donné que « L'ENTRE-CLASSE, COOPÉRATIVE DE TRAVAIL EN SERVICE DE GARDE DU HAUT-RICHELIEU », dont le siège social était situé à Iberville, a été dissoute le 3 juin 1988, conformément aux dispositions de la Loi sur les coopératives et de la Loi sur la liquidation des compagnies.

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

503

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE DU LAC HUMQUI

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE DU LAC HUMQUI tenue le 3 mai 1988, il a été résolu de liquider la coopérative et qu'elle soit dissoute conformément aux dispositions de la Loi sur les coopératives et de la Loi sur la liquidation des

compagnies et que Mesdames Gloria Michaud, Hélène Ouellet et Monsieur Louis Doucet soient nommés liquidateurs.

503

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

Déclarations des compagnies et sociétés — Loi sur les**Changement de la raison sociale (Article 1879 du Code civil)**

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont changé leur raison sociale de la façon indiquée ci-dessous:

Nouvelle raison sociale	Ancienne raison sociale	Date d'enregistrement
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CHEMIN DU LAC	LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE POINTE SAINTE-FOY	1988 07 07
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE KING DAVID KING DAVID LIMITED PARTNERSHIP	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE KING DAVID	1988 07 12

502

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,*
CLAUDE LEBEAU

Changement dans la nature de leurs affaires

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la société en commandite suivante a changé la nature de ses affaires:

Raison sociale de la société	Modifications apportées à la nature de ses affaires	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE NIM - 1988 NIM AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP 1988	Exploration minière	1987 08 10

502

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,*
CLAUDE LEBEAU

Changement de leur établissement principal

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont changé l'endroit de son établissement principal:

Raison sociale de la société	Nouvelle adresse	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 6325 MAURICE-DUPLESSIS ENR.	606, rue Carthcart, Bureau 710, Montréal, QC, H3B 1K9	1988 07 13
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ATLANTIS 1987 NO. 1 ATLANTIS 1987 AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP NO. 1	1010 Sherbrooke Street West, local 2401, Montréal, QC, H3A 2R7	1988 07 08
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CHEMIN DU LAC	1801, avenue McGill College, bureau 737, Montréal, QC	1988 07 07

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

502

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les déclarations de sociétés en commandite suivantes ont été enregistrées à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
GESTION A & S., SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1988 07 08	300, boul. de la Concorde Est, Laval, QC, H7G 2E6
GESTION JARYFA, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1988 07 08	863, rue Queen Saint-Lambert, QC, J4S 1V2
LE 1100 CRÉMAZIE, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1988 07 12	8000, boulevard Langelier, 2 ^e étage, Saint-Léonard, QC, H1P 3K2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 70 FREDMIR	1988 07 12	72, rue Fredmir, Dollard-des-Ormeaux H9A 2R3
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ANIMATION 2,000	1988 07 12	1151, Alexandre de Sève, Montréal, QC, H2L 2T7

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ANIMATION 3D	1988 07 13	1151, Alexandre de Sève, Montréal, QC, H2L 2T7
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ANIMATION AVENTURE DU FRANÇAIS	1988 07 13	1151, Alexandre de Sève, Montréal, QC, H2L 2T7
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ANIMATION BOULI	1988 07 13	1151, Alexandre de Sève, Montréal, QC, H2L 2T7
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ANIMATION BRANLE-BAS DE NOËL	1988 07 13	1151, Alexandre de Sève, Montréal, QC, H2L 2T7
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ANIMATION LUCKY LUKE	1988 07 13	1151, Alexandre de Sève, Montréal, QC, H2L 2T7
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ANIMATION MOUK & KIWI	1988 07 13	1151, Alexandre de Sève, Montréal, QC, H2L 2T7
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ANIMATION ROI-ARTHUR	1988 07 13	1151, Alexandre de Sève, Montréal, QC, H2L 2T7
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ANIMATION VOYAGES EXTRAORDINAIRES	1988 07 13	1151, Alexandre de Sève, Montréal, QC, H2L 2T7
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DISTRIBUTION DE FILMS ASTRAL <i>ASTRAL FILM DISTRIBUTION PARTNERS AND COMPANY, LIMITED</i>	1988 07 12	175, boul. Montpellier, Montréal, QC, H4N 2G5
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE INVESTISSEMENT OASIS ST-JEAN	1988 07 06	50, boul. Crémazie Ouest, local 625, Montréal, QC
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE INVESTISSEMENT RÉSIDENCES ST-JEAN	1988 07 06	50, boul. Crémazie Ouest, local 625, Montréal, QC

*Le directeur du Service,
des raisons sociales,
CLAUDE LEBEAU*

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la déclaration de sociétés en commandite suivante a été enregistrée à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE NIM - 1988 NIM AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP 1988	1986 12 23	1010, rue Sherbrooke Ouest local 614, Montréal, H3A 2R7

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

502

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les déclarations de sociétés en commandite suivantes ont été enregistrées à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ÉLEVAGE THOROUGHbred DU QUÉBEC II	1988 06 14	1987, chemin Six-Terres, Saint-Polycarpe, QC, JOP 1X0
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ÉLEVAGE THOROUGHbred DU QUÉBEC III	1988 06 14	1987, chemin Six-Terres, Saint-Polycarpe, QC, JOP 1X0
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ÉLEVAGE THOROUGHbred DU QUÉBEC IV	1988 06 14	1987, chemin Six-Terres, Saint-Polycarpe, QC, JOP 1X0
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ÉLEVAGE THOROUGHbred DU QUÉBEC V	1988 06 14	1987, chemin Six-Terres, Saint-Polycarpe, QC, JOP 1X0

*Le protonotaire de la Cour
supérieure, district judiciaire de Beauharnois,
GILBERT FOREST*

502

Remplacement d'un commandité

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont remplacé ou ajouté un ou des commandités:

Raison sociale de la société	Nouveau commandité	Commandité remplacé	Date d'enregistrement
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ATLANTIS 1987 NO. 1 ATLANTIS 1987 AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP NO. 1	161033 CANADA INC.	ATLANTIS FILM LIMITED	1988 07 08
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CHEMIN DU LAC	2619-2195 QUÉBEC INC.	2158-9965 QUÉBEC INC.	1988 07 07
LA SOCIÉTÉ EN COM- MANDITE COLLECTION MICRO-ONDES	VIDÉO SERVICE DE PRESSE ÉLEC- TRONIQUE DU QUÉBEC INC.	MADAME ALICIA FREIHERR	1988 07 11
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE RIVERTON 1988	CORPORATION RESSOURCES RIVERTON	LÉONARD SERAFINI	1988 07 12

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

502

Commanditaires

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont apporté des modifications en ce qui a trait aux commanditaires:

Raison sociale de la société	Lieu du principal établissement	Date d'enregistrement des modifications
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 54ième	1000, rue Saint-Antoine Ouest, bureau 611, Montréal, QC, H3C 3R7	1988 07 13
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 6325 MAURICE-DUPLESSIS ENR.	606, rue Cathcart, Bureau 710, Montréal, QC, H3B 1K9	1988 07 13
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CHEMIN DU LAC	1801, avenue McGill College, bureau 737, Montréal, QC	1988 07 07
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE COLLECTION MICRO-ONDES	1015, avenue du Parc QUÉBEC, QC, G1S 2W4	1988 07 11

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
LEBEAU*

502

Inspecteur général des institutions financières

Assurances — Loi sur les

Norwich Winterthur Reinsurance Corporation Limited *Modification de permis*

Avis est, par les présentes donné que le permis d'assureur de Norwich Winterthur Reinsurance Corporation Limited a été modifié et autorise désormais ladite compagnie à pratiquer au Québec les catégories d'assurance suivantes:

- Contre la maladie ou les accidents
- Automobile
- Bris des machines
- Garantie
- Contre la grêle
- Responsabilité

(Activités limitées à la réassurance)

Conformément aux exigences du chapitre II, titre IV de la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32), l'assureur a été relevé de son obligation de fournir un cautionnement au Québec.

Le représentant principal au Canada est monsieur Jacques G. Rainville, 1140, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 801, Montréal, QC, H3A 1M8. Le siège social de la compagnie est situé au Norwich Winterthur House, P.O. Box 62, Rose Lane, Norwich, Angleterre, NR1 1JA.

Québec, le 15 juillet 1988

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD

501

compagnies en date du 23 octobre 1986 avec siège social à 109, Sylvio, Beauport, a été dissoute le 5 juillet 1988 en vertu de la Loi sur la liquidation des compagnies.

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
2421-2797

501

Ministères — Avis concernant les

Affaires municipales

Divers

Régie intermunicipale de traitement des déchets de Matawinie

Avis est donné que le ministre des Affaires municipales a, conformément à l'article 468.11 de la Loi sur les cités et villes, décrété, le 7 juillet 1988, la constitution d'une régie intermunicipale appelée « Régie intermunicipale de traitement des déchets de Matawinie », laquelle a les fonctions, les pouvoirs et les obligations qui résultent de la loi et de l'entente signée le 25 novembre 1987 par le village de Rawdon, la municipalité de Saint-Donat et les cantons de Rawdon et de Chertsey, autorisée par les Règlements numéros 337-87, 87-279, 282 et 432-87, telle qu'approuvée par le ministre des Affaires municipales le 7 juillet 1988.

Conformément aux dispositions de l'article 468.11, le décret constituant la régie intermunicipale entre en vigueur le jour de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Le sous-ministre,
JACQUES O'BREADY

505

Énergie et Ressources

Arrêtés ministériels

CONCERNANT l'interdiction d'aliéner entre vifs les lots visés au présent arrêté pour la période fixée

ATTENDU QUE, selon l'article dix (10) de la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., c. R-3.1), le ministre de l'Énergie et des Ressources prépare un plan de rénovation cadastrale concernant les lots 64 à 145, 375, 376, 379 à 390, 392 à 397 et leurs

Liquidation des compagnies — Loi sur la

2421-2797 QUÉBEC INC.

L'inspecteur général des institutions financières donne avis que la corporation 2421-2797 QUÉBEC INC. constituée en vertu de la partie 1A de la Loi sur les

subdivisions respectives du cadastre de la paroisse de Saint-Paul-l'Ermitte situé dans la division d'enregistrement de l'Assomption.

ATTENDU QUE, selon l'article quinze (15) de cette loi, le ministre doit fixer, par arrêté, une période ne devant pas excéder quinze (15) jours pendant laquelle toute aliénation entre vifs d'un lot visé par l'arrêté est interdite.

ATTENDU QUE, selon l'article dix-huit (18) de cette loi, le régistreur ne peut, pendant cette période d'interdiction, accepter pour enregistrement un acte comportant l'aliénation entre vifs d'un lot visé par l'arrêté.

ATTENDU QUE, selon l'article dix-huit (18) de cette loi, le ministre ne peut, pendant cette période, accepter le dépôt d'un plan modifiant un lot visé par l'arrêté.

ATTENDU QUE, l'interdiction sera levée, même avant l'expiration de cette période, dès que le plan de rénovation aura été déposé au bureau de la division d'enregistrement.

EN CONSÉQUENCE, conformément à l'article quinze (15) de la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., c. R-3.1), nous émettons cet arrêté:

La période d'interdiction fixée par le présent arrêté débutera le 11 octobre 1988 et se terminera le 25 octobre 1988 ou dès le dépôt du plan de rénovation s'il survient avant l'expiration de cette période.

Le territoire visé par l'interdiction comprend les lots 64 à 145, 375, 376, 379 à 390, 392 à 397 et leurs subdivisions respectives du cadastre de la paroisse de Saint-Paul-l'Ermitte situé dans la division d'enregistrement de l'Assomption.

Québec le 21 juin 1988

Le ministre de l'Énergie et des Ressources,
JOHN CIACCIA

504

CONCERNANT l'interdiction d'aliéner entre vifs les lots visés au présent arrêté pour la période fixée

ATTENDU QUE, selon l'article dix (10) de la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., c. R-3.1), le ministre de l'Énergie et des Ressources prépare un plan de rénovation cadastrale concernant les lots 1, 1A, 1B, 2 à 22, 167 à 179 et 208 ainsi que le bloc 1 et leurs subdivisions respectives du cadastre de la paroisse de Notre-Dame-de-l'Assomption-de-Repentigny situé dans la division d'enregistrement de l'Assomption.

ATTENDU QUE, selon l'article quinze (15) de cette loi, le ministre doit fixer, par arrêté, une période ne devant pas excéder quinze (15) jours pendant laquelle toute aliénation entre vifs d'un lot visé par l'arrêté est interdite.

ATTENDU QUE, selon l'article dix-huit (18) de cette loi, le régistreur ne peut, pendant cette période d'interdiction, accepter pour enregistrement un acte comportant l'aliénation entre vifs d'un lot visé par l'arrêté.

ATTENDU QUE, l'article dix-huit (18) de cette loi, le ministre ne peut, pendant cette période, accepter le dépôt d'un plan modifiant un lot visé par l'arrêté.

ATTENDU QUE, l'interdiction sera levée, même avant l'expiration de cette période, dès que le plan de rénovation aura été déposé au bureau de la division d'enregistrement.

EN CONSÉQUENCE, conformément à l'article quinze (15) de la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., c. R-3.1), nous émettons cet arrêté:

La période d'interdiction fixée par le présent arrêté débutera le 6 septembre 1988 et se terminera le 20 septembre 1988 ou dès le dépôt du plan de rénovation s'il survient avant l'expiration de cette période.

Le territoire visé par l'interdiction comprend les lots 1, 1A, 1B, 2 à 22, 167 à 179 et 208 ainsi que le bloc 1 et leurs subdivisions respectives du cadastre de la paroisse de Notre-Dame-de-l'Assomption-de-Repentigny situé dans la division d'enregistrement de l'Assomption.

Québec le 21 juin 1988

Le ministre de l'Énergie et des Ressources,
JOHN CIACCIA

504

Énergie et Ressources

Arrêtés ministériels

CONCERNANT la mise en vigueur du cadastre de certaines parties de territoire

ATTENDU QUE conformément à l'article 1 de la Loi sur le cadastre (L.R.Q., c. C-1), il a été préparé, sous notre direction, des plans de parties de territoire comprenant les lots ou blocs énumérés dans la cédule A annexée et situés dans les divisions d'enregistrement concernées;

ATTENDU QUE les plans de ces parties de territoire qui sont signés par nous sont dans les archives du Service du cadastre de notre ministère;

ATTENDU QU'une copie de ces plans corrects a été déposée par nous aux bureaux des divisions d'enregistrement concernées;

ATTENDU QUE maintenant il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil du Bas-Canada, le dépôt d'une copie de ces plans dans les divisions d'enregistrement concernées et de fixer, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ces parties de territoire;

EN CONSÉQUENCE, conformément aux articles 1 et 2 de la Loi sur le cadastre (L.R.Q., c. C-1), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil du Bas-Canada, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », nous émettons cet arrêté:

a) pour annoncer le dépôt aux bureaux des divisions d'enregistrement concernées, d'une copie des plans corrects des parties de territoire, comprenant les lots ou les blocs énumérés dans la cédule A et situés dans les divisions d'enregistrement concernées;

b) pour fixer à la septième journée suivant la date de la publication du présent arrêté à la *Gazette officielle du Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168, deviendront en vigueur dans ces divisions d'enregistrement, relativement à ces parties de territoire;

c) pour rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur une entité cadastrale désignée sur ces plans, doit être renouvelé par l'enregistrement par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté en la manière prescrite dans l'article 2168, et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) pour informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

*Le ministre de l'Énergie
et des Ressources,
JOHN CIACCIA
CAD. 88-06*

504

CÉDULE A

Cadastre du canton de Joly, comprenant le lot 55 du rang P, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de Labelle, Mont-Laurier.

316651

Cadastre du canton de Chasseur, comprenant le bloc 1, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de La Tuque à La Tuque.

314264

Cadastre du canton de Glandelet, comprenant le bloc 1, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement d'Abitibi à Amos.

317603

Cadastre du canton de Chaste, comprenant les blocs 1 à 3, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement d'Abitibi à Amos.

317604

Cadastre du bassin de la Rivière-Jacques-Cartier, comprenant le bloc 3, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de Montmorency à L'Ange-Gardien

317472

Cadastre du canton de Costebelle, comprenant les lots 1 à 19 du rang A, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de Sept-Îles à Sept-Îles.

316648

Cadastre du canton de Booth, comprenant les lots 1 à 12 du rang B, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de Témiscamingue à Ville-Marie.

317248

Cadastre du canton de Lafèche, comprenant le bloc 78, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de Saguenay à Baie-Comeau

316000

Cadastre du canton de Brien, comprenant le bloc 1, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de Saguenay à Baie-Comeau

316485

Cadastre du canton de Godefroy, comprenant le bloc 7, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de Saguenay à Baie-Comeau

316502

Cadastre du canton de Babel, comprenant le bloc 20, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de Saguenay à Baie-Comeau.

315979

Cadastre du canton de Lislois, comprenant le bloc 6, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de Saguenay à Baie-Comeau.

316603

Cadastre du canton de Fagundez, comprenant le bloc 10, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de Saguenay à Baie-Comeau.

316494

Cadastre du canton de Bergeron, comprenant le bloc 12, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de Saguenay à Baie-Comeau.

316487

Cadastre du canton de Laclède, comprenant le bloc 2, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de Saguenay à Baie-Comeau.

316509

Cadastre du bassin de la Rivière-Manicouagan, comprenant les blocs 56 et 59 à 72, dont copie des plans a été déposée au bureau d'enregistrement de Saguenay à Baie-Comeau.

316008

316473

316474

315392

Cadastre du canton de Villejoui, comprenant les blocs 1 à 9 et 11 à 33, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de Saguenay à Baie-Comeau.

315667

Cadastre du canton de Bedout, comprenant les blocs 2 à 5, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de Saguenay à Baie-Comeau.

316943

Cadastre du canton de Janssoone, comprenant les lots 19 à 50, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de Saguenay à Baie-Comeau.

316944

Cadastre du canton de Phélypeaux, comprenant les lots 1 à 8 du rang A, dont copie des plans a été déposée au bureau d'enregistrement de Sept-Îles à Sept-Îles.

317363

317364

Cadastre du canton d'Adams, comprenant les lots 1 à 16 du rang B, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de La Tuque à La Tuque.

316649

Cadastre de la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay, comprenant les blocs 2 à 4, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de Châteauguay à Sainte-Martine.

620805

Ventes par licitation

Saint-Maurice

Licitation et vente en justice

Canada — Province de Québec

Cour supérieure — District de Saint-Maurice

No 410-05-000145-870

S. 410-18-000031-883

PIERRETTE PAQUET, domiciliée et résidant au 1320, 11^e Avenue, Grand-Mère, QC, G9T 1R7, et GASTON PAQUET, domicilié et résidant au 790, 5^e Avenue, Grand-Mère, QC, district de Saint-Maurice, G9T 2M7, et JEAN-PAUL PAQUET, domicilié et résidant au 1500, 14^e Avenue, Grand-Mère, QC, G9T 1K4, district de Saint-Maurice, parties demandereses, contre DENISE PAQUET, tant personnellement et en qualité d'héritière d'Arthur Paquet, domiciliée et résidant au 2531, rue Édouard-Montpetit, appartement 12, Montréal, QC, district de Montréal, H3T 1J5, et HÉLÈNE PAQUET, tant personnellement et en qualité d'héritière d'Arthur Paquet, domiciliée et résidant au 2531, rue Édouard-Montpetit, appartement 12, Montréal, QC, district de Montréal, H3T 1J5, et LOUISE PAQUET, tant personnellement et en qualité d'héritière d'Arthur Paquet, domiciliée et résidant au 459, rue de Bussy, Granby, QC, district de Bedford, J2G 8X1, et ALINE PAQUET, tant personnellement et en qualité d'héritière d'Arthur Paquet, domiciliée et résidant au 492, rue Saint-Philippe, Saint-Tite, QC, district de Saint-Maurice, G0X 3H0, et RICHARD PAQUET, tant personnellement et en qualité d'héritier d'Arthur Paquet, domicilié et résidant au 603, 2^e Avenue, appartement 15, Grand-Mère, QC, district de Saint-Maurice, G9T 2X1, parties défenderesses, et LE RÉGISTRATEUR du bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Trois-Rivières, 878, rue de Tonnancourt, Trois-Rivières, QC, district de Trois-Rivières, G9A 4P8, et LE RÉGISTRATEUR du bureau d'enregistrement de Shawinigan, 212, 6^e Avenue, Shawinigan, QC, district de Saint-Maurice, G9N 8B6, parties mises en cause.

Désignation

« Un emplacement situé dans la ville de Grand-Mère, province de Québec, division d'enregistrement de Shawinigan, consistant en toute cette propriété connue et désignée comme étant les subdivisions numéros dix, onze et douze du lot originaire numéro quatre-vingt-deux (82-10, 82-11, 82-12) du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore; avec bâtisse dessus érigée, circonsances et dépendances. »

La mise à prix est fixée à douze mille six cent quatre-vingt-huit dollars (12 688,00 \$), ce qui est égal à 25 % de l'évaluation de quarante-huit mille huit cents dollars (48 800,00 \$) portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale que l'adjudicataire devra verser au shérif, soit en argent, soit par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du registraire de la division d'enregistrement de Shawinigan, 216, 6^e Avenue, Shawinigan, local 2.04, le TREIZIÈME jour de SEPTEMBRE 1988 à QUATORZE heures.

Le shérif,
FRANCE LYNCH

Bureau du shérif
Cour supérieure
Shawinigan, le 27 juin 1988

500

Ventes par shérif

AVIS PUBLIC est, par la présente, donné que les terres et héritages sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs mentionnés plus bas.

Gaspé

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Gaspé
Nos 110-18-000004-886
100-05-000071-883

BANQUE NATIONALE DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 500, place d'Armes, Montréal, et un bureau au 25, boulevard Sainte-Anne Ouest, Sainte-Anne-des-Monts, district de Gaspé, partie demanderesse, contre LES HABITATIONS T.L.B. 132 LTÉE, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 1, Notre-Dame, Cap-Chat, district de Gaspé, partie défenderesse.

« Un immeuble sis et situé en la municipalité de la ville de Cap-Chat, consistant en un terrain de forme irrégulière, mesurant cent trente-neuf pieds (139 pi) au nord-ouest, cent cinq pieds (105 pi) au nord-est, soixante-quinze pieds et cinq dixièmes (75,5 pi) et cinquante-six pieds (56 pi) au sud-est et quarante-deux pieds et cinq dixièmes (42,5 pi) sur le lot 65-86-3, et soixante-deux pieds (62 pi) au sud-ouest, le tout plus ou moins, mesures anglaises, désigné comme étant le lot portant

le numéro soixante-cinq, subdivision vingt-cinq (65-25) et comme faisant en outre partie de la resubdivision quatorze du lot portant le numéro soixante-cinq subdivision quatre-vingt-six (ptie 65-86-14) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le rang 1 du canton de Cap-Chat et borné comme suit: au nord-ouest par le lot 65-117, rue Cartier, au nord-est par la rue Notre-Dame et par la rue de la Falaise, au sud-est par une ruelle et par le lot 65-86-3, au sud-ouest par le lot 65-86-3 et le résidu du lot 65-86-14.

Un autre immeuble sis et situé en ladite municipalité de la ville de Cap-Chat, consistant en un terrain de forme irrégulière, mesurant quatre-vingt-dix pieds (90 pi) au nord-ouest, trente-quatre pieds et neuf dixièmes (34,9 pi) au nord-est, quatre-vingt-un pieds et six dixièmes (81,6 pi) au sud-est et trente-huit pieds et huit dixièmes (38,8 pi) au sud-ouest, le tout plus ou moins, mesures anglaises, sans bâtisse, désigné comme étant le lot portant le numéro soixante-cinq, subdivision quatre-vingt-six, resubdivision un (65-86-1) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le rang 1 du canton de Cap-Chat et borné comme suit: au nord-ouest par une ruelle, au nord-est par la rue la Falaise, au sud-est par le lot 65-24 de André Dumont ou représentants et au sud-ouest par le lot 65-86-2 de André Dumont ou représentants.

Tous les droits au bail d'un autre immeuble consistant en un terrain situé à Cap-Chat détenu par bail à rente de la succession Charles-François Roy, de forme irrégulière, mesurant cent trente pieds (130 pi) de largeur par quarante pieds (40 pi) de profondeur, le tout plus ou moins, mesures anglaises, et désigné comme étant tout le lot soixante-cinq, subdivision vingt-six et resubdivision deux (65-26-2) pour le rang 1 du cadastre officiel et révisé du canton de Cap-Chat.

Avec toutes les bâtisses dessus construites et les dépendances et notamment tous les immeubles par destination qui s'y trouvent. »

et notamment les immeubles par destination suivants, savoir:

Hall d'entrée

1 caisse enregistreuse de marque « Tec », numéro de série: BR4500; 1 comptoir en forme de demi-lune; 1 ensemble de lumières d'urgence double; 1 cadrage pour enseigne en bois 25½ po × 52½ po; 1 pôle et tentures brunes.

Restaurant

8 loges à siège double avec table (24 po × 48 po) formica brun, cuvette brune et formica blanc; 1 loge à siège double avec table (24 po × 24 po) formica brun, cuvette brune et formica blanc; 1 table formica brun,

base en métal, 76 po × 36 po; 1 poubelle plastique beige; 1 table de chevet avec tiroir, 15 po × 16 po; 3 pôles et tentures brunes.

Cuisine

1 réfrigérateur « Kelvinator », numéro 1A61091; 1 table formica brun, base en métal, 30 po × 54 po; 1 cendrier, porte-journaux en métal noir; 1 tabouret de bar pivotant sur pied de métal; 1 pied en métal pour tabouret; 2 tables en bois blanc, 24 po × 37 po; 1 pesée à cadran, modèle 2060.

Bar (Grill)

8 tables rondes 24 pouces sur pied de métal; 1 table hexagonale sur pied de métal; 1 table carrée 24 pouces sur pied de métal; 1 table carrée 28 pouces sur pied de métal; 29 chaises, cuvette noire et métal; 1 cadre de réfrigérateur double, 8 tablettes; 1 poubelle plastique orange; 4 tabourets de bar, cuvette grise, sur pied pivotant en métal; 2 tabourets de danse, 20 po × 20 po; 1 scène de danse en bois, 6 pi × 8 pi; 1 pôle avec tentures vertes; 1 lumière d'urgence double.

Bar salon et salle à dîner

1 caisse enregistreuse « Sweda » numéro E2716; 1 extincteur chimique « Adger » numéro 217163; 5 tables formica brun sur pied métal, 28 po × 28 po; 4 tables formica brun sur pied métal, 24 po × 24 po; 7 tables rondes formica brun sur pied métal, 24 po; 5 tables hexagonales formica brun sur pied métal, 22 po; 22 chaises en bois avec banc en cuvette orange; 43 chaises rembourrées en cuvette orange; 2 chaises cuvette noire et métal; 11 chaises en métal et bois; 2 chaises plastique beige; 4 tables formica blanc sur pied en métal, 36 po × 36 po; 3 tables formica blanc sur pied en métal, 30 po × 36 po; 2 tables formica blanc sur pied en métal, 30 po × 30 po; 1 table formica beige sur pied en métal, 30 po × 30 po; 2 lumières d'urgence double; 4 lustres à chaîne, 3 branches; 1 cabaret brun, 16 po × 22 po; 2 caisses de son noires défectueuses; 3 pôles avec tentures brunes.

Chambre no 2

1 fauteuil cuvette verte; 1 fauteuil cuvette brune; 1 table de coin en fer noir et vitre avec lampe; 1 table de chevet brun pâle, 16 po × 14 po; 1 table de chevet brun foncé, 16 po × 14 po; 1 miroir, 24 po × 21 po; 1 miroir, 18 po × 18 po; 1 téléviseur « RCA » noir et blanc, 16 po; 1 pôle avec tentures, motif à fleurs.

Chambre no 3

1 classeur en métal gris, 3 tiroirs, formal légal; 2 pôles avec tentures

Chambre no 6

1 table formica brun sur pied en métal, 28 po × 28 po; 1 étagère brun foncé, 1 tablette, 12 po × 36 po; 1 cabinet brun foncé 16 po × 48 po; 1 bureau secrétaire beige, 17 po × 30 po; 1 bureau secrétaire brun pâle, 20 po × 37 po; 2 chaises en bois beige; 1 chaise cuvette verte; 1 petite poubelle plastique.

Chambre no 7

1 commode avec miroir 6 tiroirs, brun foncé, 16 po × 48 po; 1 banc en bois recouvert de cuvette beige, 16 po × 30 po; 1 banc en bois recouvert de cuvette verte, 16 po × 28 po; 1 fauteuil berçant cuvette brune; 1 matelas et 1 sommier 54 po; 1 pôle avec tentures; 1 poubelle plastique jaune; 14 couvre-lits, différentes couleurs; 5 couvre-matelas; 16 ensembles de rideaux; 2 oreillers.

Chambre no 8

1 bureau blanc avec miroir, 16 po × 36 po; 1 table de chevet brun foncé, 14 po × 18 po; 1 banc en bois avec cuvette verte, 16 po × 28 po; 1 support mural pour télévision; 1 matelas et sommier 54 pouces; 1 pôle avec tentures.

Chambre no 9

1 table de travail en bois, 24 po × 30 po; 1 commode brun foncé, 4 tiroirs, 16 po × 28 po; 1 table de chevet 2 portes, brun foncé, 15 po × 20 po; 1 commode avec miroir, 16 po × 37 po; 1 téléviseur « RCA » noir et blanc, 16 po, avec support mural; 1 chaise en bois blanc; 1 chaise brun clair; 1 poubelle plastique bleu; 1 miroir avec cadre blanc, 14 po × 20 po.

Chambre no 10

1 fauteuil en cuvette rose; 1 matelas et sommier 39 po; 1 tête et pied de lit en métal brun; 1 table en bois, 24 po × 30 po; 1 banc en bois avec cuvette beige, 17 po × 30 po; 5 oreillers; 1 support mural pour télévision.

Chambre no 11

1 divan avec tissu bleu marin; 1 sommier 48 po; 1 fauteuil en cuir rouille; 2 fauteuils en cuir brun; 1 fauteuil en cuvette verte; 1 banc en cuvette rose, 17 po × 30 po; 1 banc en bois cuvette verte, 17 po × 30 po; 1 bureau en bois blanc, 17 po × 36 po.

Chambre no 12

1 lit, matelas et sommier 48 po; 1 bureau, 17 po × 39 po; 1 table de chevet brune claire, 14 po × 16 po; 1 fauteuil cuvette verte; 1 banc en bois cuvette verte, 17 po × 36 po; 1 miroir avec cadre, 14 po × 20 po; 1 miroir, 24 po × 36 po; 1 téléviseur « RCA » noir et blanc avec support mural; 1 poubelle plastique turquoise; 1 lampe de bureau.

Chambre no 14

1 bureau avec miroir, 16 po × 37 po; 1 banc en bois et cuirette beige, 17 po × 30 po; 1 miroir, 19 po × 18 po; 1 téléviseur « RCA » noir et blanc avec support mural; 1 miroir 28 po × 15 po; 1 matelas et sommier 39 po, avec tête cuirette beige; 1 fauteuil cuirette verte; 1 poubelle plastique turquoise.

Chambre no 15

1 commode avec miroir, 17 po × 37 po; 1 matelas et sommier 48 po; 1 table de chevet brun foncé, 20 po × 15 po; 1 banc en bois avec cuirette beige, 17 po × 30 po; 1 téléviseur « Zénith » noir et blanc, 16 po, avec support mural; 1 fauteuil cuirette verte; 1 oreiller.

Chambre 16

1 téléviseur « RCA » noir et blanc, 16 po avec support mural; 1 banc en bois avec cuirette beige, 17 po × 30 po; 1 matelas 48 po; 1 table de chevet, 14 po × 17 po; 1 escabeau de 8 pieds.

Chambre 17

3 commodes avec miroir brunes claires, 18 po × 48 po; 1 table de chevet brun clair, 14 po × 16 po; 1 pharmacie, 14 po × 20 po; 1 table de chevet blanche, 14 po × 21 po; 5 matelas 48 po; 1 matelas 39 po; 2 ressorts de lit 48 po; 1 ressort de lit 39 po; 1 ressort de lit 54 po; 2 fauteuils en cuirette verte; 2 poubelles plastique; 4 oreillers; 1 lampe; 1 support pour télévision; 1 tête et pied de lit en bois, 39 po.

Chambre no 18

1 ressort de lit 48 po; 1 commode avec miroir, 18 po × 48 po; 1 commode avec miroir, 16 po × 37 po; 1 tabouret cuirette brune, 17 po × 36 po; 1 support mural pour télévision; 1 table basse, 30 po × 30 po; 1 lampe; 1 banc cuirette verte, 17 po × 36 po; 1 fauteuil cuirette brune.

Chambre no 19

1 fauteuil cuirette brune; 1 chaise en bois blanc; 1 commode avec miroir, 16 po × 37 po; 1 pôle avec tentures.

Chambre no 20

1 pôle avec tentures.

Chambre no 21

1 sommier 39 po; 1 téléviseur « RCA » noir et blanc, 16 po; 1 téléviseur « Fleetwood » noir et blanc; 2 tables en bois blanc; 1 commode avec miroir, 16 po × 37 po; 1 tête de lit cuirette blanche; 1 fauteuil cuirette or; 1 tête de lit cuirette beige; 1 banc cuirette verte, 17 po × 36 po; 1 miroir, 16 po × 24 po; 1 support porte-manteau « stainless »; 1 porte de douche vitrée.

Chambre no 22

4 téléviseurs « RCA », 16 po, noir et blanc; 1 téléviseur « Royalmont » noir et blanc; 3 ressorts de lit 54 po; 3 ressorts de lit 48 po; 1 porte-manteau en métal gris; 1 matelas et sommier 39 po; 1 matelas 54 po; 1 matelas 48 po; 1 lampe; 2 bancs cuirette verte, 17 po × 36 po; 2 supports muraux pour télévision; 1 fauteuil cuirette beige; 1 miroir, 18 po × 20 po; 2 oreillers.

Chambre no 23

20 oreillers; 2 ressorts de lit 48 po; 1 ressort de lit 39 po; 2 bancs cuirette verte, 17 po × 36 po; 1 fauteuil berçant cuirette beige; 1 chaise en bois brun foncé; 1 chaise en métal et bois clair; 1 fauteuil cuirette rouge; 1 fauteuil cuirette brune; 1 chaise en métal et cuirette noire et jaune; 1 fauteuil cuirette verte; 1 fauteuil cuirette bleue; 1 matelas 54 po; 2 matelas 48 po; 2 têtes et pieds de métal pour lit; 1 banc cuirette blanc, 17 po × 36 po; 1 banc en bois, 15 po × 28 po; 1 extincteur; 1 table ronde 24 po sur pied de métal.

Lingerie

1 étagère, 3 tablettes en « stainless ».

Sous-sol

1 balayeuse couleur verte «Électrolux » domestique; 2 bancs de loge formica blanc, cuirette brune; 1 table hexagonale 22 po avec pied métal; lot de chaises endommagées, environ 40; 1 table formica brun, 30 po × 30 po, sur pied métal; 2 bancs cuirette bleue; 1 comptoir-lunch; 1 sommier 48 po; 1 sommier 54 po; 1 lave-vaisselle « Simplicity »; 1 évier beige; 1 cabinet de douche; 2 climatiseurs; 1 poubelle en métal.

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du C.P.C., le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque certifié fait au nom du shérif du district de Gaspé, conformément à l'article 670e du C.P.C., est fixé à la somme de 28 537,25 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts, palais de justice de Sainte-Anne-des-Monts, le MARDI TREIZIÈME jour de SEPTEMBRE 1988 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
PIERRETTE B. CLOUTIER

Bureau du shérif
Cour supérieure
Percé, le 12 juillet 1988

57031

Joliette

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Joliette
Nos 705-02-001729-862
705-18-000063-889

CORPORATION MUNICIPALE DE SAINT-CALIXTE, corporation légalement constituée en vertu des dispositions du Code municipal de la province de Québec, ayant son bureau principal au 6230, Hôtel-deville à Sainte-Calixte, district de Joliette, partie demanderesse, contre JACQUES AUGER, domicilié et résidant au 2465, rue Sicard, Montréal, district de Montréal, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Montcalm, mis en cause.

« Un terrain situé rue Manon en la municipalité de Saint-Calixte, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Kilkenny, dans le Comté de Montcalm comme faisant partie du lot numéro neuf A du Cinquième Rang (ptie no 9A, 5^e Rang), mesurant cent dix pieds (110 pi) dans sa ligne nord-est, cent quatre-vingt-dix pieds (190 pi) dans sa ligne sud-est, cent trente pieds (130 pi) dans sa ligne sud-ouest et deux cent dix pieds (210 pi) dans sa ligne nord-ouest mesures anglaises et plus ou moins et borné vers le sud-est par partie dudit lot appartenant à Valentino Busa ou représentants; vers le sud-est par un chemin privé appartenant à Lydia Gardens Development Corp. ou représentants, vers le sud-ouest par une plage appartenant à Lydia Gardens Development Corp. ou représentants et vers le nord-ouest par le Ruisseau Noir.

Superficie: vingt et un mille cent quatre-vingt-sept pieds carrés (21,187 pi²). »

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du Code de procédure civile, le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé au nom du shérif du district de Joliette, conformément à l'article 670e du Code de procédure civile, est fixé à la somme de 1 210,00 \$ représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm, au 1532, rue Albert, Sainte-

Julienne, le VINGT-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1988 à DOUZE heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
GAËTAN LAFONTAINE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 18 juillet 1988

57037

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Joliette
Nos 705-02-001754-860
705-18-000061-883

CORPORATION MUNICIPALE DE SAINT-CALIXTE, corporation légalement constituée en vertu des dispositions du Code municipal de la province de Québec, ayant son bureau principal au 6230, Hôtel-deville à Sainte-Calixte, district de Joliette, partie demanderesse, contre RICHARD CHAMPAGNE et ALAIN CHAMPAGNE, tous deux autrefois domiciliés et résidant au 66, boulevard des Hauts-Bois, appartement 133, Sainte-Julie, district de Longueuil et maintenant de lieux inconnus, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Montcalm, mis en cause.

« Un terrain situé rue Lucie en la municipalité de Saint-Calixte, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Kilkenny comme faisant partie du lot numéro Cinq B du Septième Rang (ptie no 5B, 7^e Rang), mesurant deux cent vingt pieds (220 pi) dans sa ligne sud, deux cent cinquante pieds (250') dans sa ligne nord, par une profondeur de cent quatre-vingt-dix pieds (190') dans sa ligne ouest et de deux cent soixante-dix pieds (270') dans sa ligne est, le tout mesures anglaises et plus ou moins. Borné en front, au sud, partie par un chemin privé, appartenant à Roland Langlois ou représentants, et partie par une partie du lot 5 B dont détaché, appartenant à Roland Langlois ou représentants, en arrière, au nord et d'un côté, à l'ouest par partie du lot numéro 5 B, appartenant à Roland Langlois ou représentants, et de l'autre côté, à l'est, par la terre de Albert Régimbald ou représentants.

Superficie: cinquante-quatre mille cinquante pieds carrés (54 050 pi²). »

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du Code de procédure civile, le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé au nom du shérif du district de Joliette, conformément à l'article 670e du Code de procédure civile, est fixé à la somme de 1 292,50 \$ représentant 25 % de l'évaluation muni-

cipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm, 1532, rue Albert, Sainte-Julienne, le VINGT-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1988 à ONZE heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
GAËTAN LAFONTAINE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 18 juillet 1988

57038

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Joliette
Nos 705-02-001803-865
705-18-000060-885

CORPORATION MUNICIPALE DE SAINT-CALIXTE, corporation légalement constituée en vertu des dispositions du Code municipal de la province de Québec, ayant son bureau principal au 6230, Hôtel-deville à Sainte-Calixte, partie demanderesse, contre ARMAND DIONNE, autrefois domicilié et résidant au 619, Frédéricica, Fabreville, Laval, district de Laval et maintenant de lieux inconnus, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Montcalm, mis en cause.

« Un emplacement situé à Saint-Calixte, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Kilkenny comme faisant partie du lot numéro neuf A du Cinquième Rang (ptie no 9A, 5^e Rang), mesurant cent cinquante pieds (150 pi) de largeur par une profondeur de cent pieds (100 pi), mesures anglaises, et plus ou moins et borné vers le nord-ouest par un chemin de cinquante pieds de largeur, vers le nord-est par partie dudit lot appartenant à Lydia Gardens Development Corp. ou représentants, vers le sud-ouest par partie dudit lot appartenant à Clément Croteau ou représentants et vers le sud-est par partie dudit lot numéro neuf A (9A) dans le Quatrième Rang dudit cadastre. Ce terrain est situé sur la rue Gilles, à Saint-Calixte ».

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du Code de procédure civile, le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé au nom du shérif du district de Joliette, conformément à l'article 670e du Code de procédure civile, est fixé à la somme de 1 045,00 \$ représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, en vertu de la Loi

sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm, 1532, rue Albert, Sainte-Julienne, le VINGT-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1988 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
GAËTAN LAFONTAINE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 18 juillet 1988

57039

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Joliette
Nos 705-02-001891-860
705-18-000058-889

CORPORATION MUNICIPALE DE SAINT-CALIXTE, corporation légalement constituée en vertu des dispositions du Code municipal de la province de Québec, ayant son bureau principal au 6230, Hôtel-deville à Sainte-Calixte, district de Joliette, partie demanderesse, contre LA SOCIÉTÉ DE GESTION GINAR INC., corporation légalement constituée, ayant son bureau au 1280, croissant Deauville, Duvernay, Laval, district de Laval, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Montcalm, mis en cause.

« Un emplacement situé sur la rue Loyer à Saint-Calixte composé des parties de lots suivantes:

a) Un immeuble connu et désigné comme étant une partie du lot numéro neuf A du Onzième Rang (partie 9A, 11^e Rang) des plan et livre de renvoi officiels du Canton de Kilkenny, mesurant soixante-quinze pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesures anglaises et plus ou moins, et bornée en front, à l'ouest, par un chemin privé, en arrière, à l'est, par l'emplacement appartenant à Wilfrid Poliquin et Réjean Thérault ou représentants, d'un côté, au Sud, par l'emplacement appartenant à J.P. Laliberté et de l'autre côté, au nord, par un autre emplacement appartenant à Les Immeubles E. Loyer ltée ou représentants.

b) Un immeuble connu et désigné comme étant une partie du lot neuf A du Onzième Rang (partie 9A, 11^e Rang) des plan et livre de renvoi officiels du canton de Kilkenny, mesurant soixante-quinze pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesures anglaises et plus ou moins, et bornée comme suit: en front, vers l'ouest, par un chemin privé, en arrière, vers l'est, par l'emplacement vendu à Réal Séguin et Wilfrid Poliquin, d'un côté vers le sud, par l'emplacement vendu à Roger et Ronald Valenti, et de l'autre côté, vers le Nord, par l'emplacement vendu à Madame Simone Jean LeGros.

Superficie de quinze mille pieds carrés (15 000 pi²) ».

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du Code de procédure civile, le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé au nom du shérif du district de Joliette, conformément à l'article 670e du Code de procédure civile, est fixé à la somme de 825,00 \$ représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm, 1532, rue Albert, Sainte-Julienne, le VINGT-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1988 à DIX heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
GAËTAN LAFONTAINE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 18 juillet 1988

57040

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Joliette
Nos 705-02-001807-866
705-18-000059-887

CORPORATION MUNICIPALE DE SAINT-CALIXTE, corporation légalement constituée en vertu des dispositions du Code municipal de la province de Québec, ayant son bureau principal au 6230, Hôtel-deville à Sainte-Calixte, district de Joliette, partie demanderesse, contre JOCELYNE LANGELIER GIRARD et RAYMOND GIRARD, tous deux autrefois domiciliés et résidant au 193, Allion, LaSalle, district de Montréal et maintenant de lieux inconnus, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Montcalm, mis en cause.

« Un emplacement ayant front sur la rue Touchette à Saint-Calixte, dans le Cinquième Rang (Rang V) du canton de Kilkenny, composé des lots connus et désignés comme étant les subdivisions officielles numéro 16 et 17 du lot originaire numéro six F (6F-16 et 6F-17) au cadastre dudit canton de Kilkenny ».

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du Code de procédure civile, le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé au nom du shérif du district de Joliette, conformément à l'article 670e du Code de procédure civile, est fixé à la somme de 2 667,50 \$ représentant 25 % de l'évaluation muni-

cipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm, 1532, rue Albert, Sainte-Julienne, le VINGT-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1988 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
GAËTAN LAFONTAINE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 18 juillet 1988

57041

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Joliette
Nos 705-02-001730-860
705-18-000062-881

CORPORATION MUNICIPALE DE SAINT-CALIXTE, corporation légalement constituée en vertu des dispositions du Code municipal de la province de Québec, ayant son bureau principal au 6230, Hôtel-deville à Sainte-Calixte, district de Joliette, partie demanderesse, contre FERNAND LESSARD, autrefois domicilié et résidant au 515, boulevard Robin, appartement 108, Laval-des-Rapides, district de Laval et maintenant de lieux inconnus, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Montcalm, mis en cause.

« Un emplacement situé sur la rue Collette à Saint-Calixte, situé à Saint-Calixte, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro neuf A du Cinquième Rang (ptie 9A, 5^e Rang) au cadastre officiel du canton de Kilkenny, mesurant deux cent vingt-cinq pieds (225 pi) de largeur par une profondeur de cent pieds (100 pi) mesures anglaises et plus ou moins et borné vers le sud-ouest par un chemin privé, appartenant à Lydia Gardens Development Corp. ou représentants vers le nord-ouest et vers le sud-est par parties dudit lot appartenant à Lydia Gardens Development Corp. ou représentants et vers le nord-est par partie dudit lot appartenant à Lucien Alarie ou représentants et par partie dudit lot appartenant à Richard Vincent ou représentants.

Superficie: vingt-deux mille cinq cents pieds carrés (22 500 pi²) ».

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du Code de procédure civile, le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé au nom du

shérif du district de Joliette, conformément à l'article 670e du Code de procédure civile, est fixé à la somme de 1 237,50 \$ représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm, 1532, rue Albert, Sainte-Julienne, le VINGT-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1988 à DOUZE heures.

Le shérif adjoint,
GAËTAN LAFONTAINE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 18 juillet 1988

56955

Rimouski

Saisie immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Rimouski
Nos 100-18-000004-887
100-02-000040-885

JACQUES BEAULIEU, assureur-vie, domicilié et résidant au 217, rue Saint-Jacques, ville et district de Rimouski, partie demanderesse, contre RÉNALD CÔTÉ, journalier, et LORRAINE LEPAGE, ménagère, tous deux domiciliés et résidant à rang 1 Chénier, Esprit-Saint, district de Rimouski, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Rimouski, district de Rimouski, mis en cause,

« Immeuble connu et désigné comme étant une partie du lot dix-sept (ptie 17), rang Un (1), cadastre du canton de Chénier, de figure trapézoïdale, borné vers le nord-ouest par une partie du lot dix-sept, propriété de Laval Mailloux ou représentants, vers le nord-est par une partie du lot 18, vers le sud-est par une partie du lot dix-sept, propriété de Laval Mailloux ou représentants, vers le sud-ouest par le chemin du rang Un (1) (sans désignation cadastrale), mesurant quatre cent onze pieds et sept dixièmes (411,7 pi, soit 134,63 m) vers le nord-ouest, quatre cent cinquante-trois pieds et un dixième (453,1 pi, soit 138,1 m) vers le nord-est, quatre cent soixante-quatre pieds et cinq dixièmes (464,5 pi, soit 141,58 m) vers le sud-est, quatre cent cinquante pieds (450 pi, soit 137,16 m) vers le sud-ouest, contenant en superficie cent quatre-vingt-dix-sept mille cent cinquante-cinq pieds carrés. La limite sud-est du terrain ci-dessus étant située à environ quatre cent soixante pieds (460 pi, soit 140,21 m) au nord-ouest de

la limite entre le canton de Chénier et le canton de Laroché; le tout, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du C.P.C., le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque certifié fait au nom du shérif du district de Rimouski, conformément à l'article 670e du Code de procédure civile, est fixé à 4 000,00 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 71).

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Rimouski, 337, rue Moreault, S.S.04, Rimouski, le MERCREDI TRENTE ET UNIÈME jour d'AOÛT 1988 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
NICOLE MÉTHOT

Bureau du shérif
Cour supérieure
Rimouski, le 18 juillet 1988

57032

Saisie immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Rimouski
Nos 100-18-000010-884
100-05-000069-887

CAISSE POPULAIRE DE MONT-JOLI, corporation régie par la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit, ayant un bureau au 1553, boulevard Jacques-Cartier, Mont-Joli, district de Rimouki, partie demanderesse, contre ALAIN LÉVESQUE, domicilié et résidant au 170, rue Beaurép, Mont-Joli, district de Rimouski, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Rimouski, district de Rimouski, mis en cause.

« Un immeuble situé à Mont-Joli, composé d'un terrain de forme irrégulière, connu et désigné comme étant une partie du lot six cent soixante-seize (ptie 676) et une partie du lot six cent soixante-quinze (ptie 675) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flavie, ville de Mont-Joli, mesurant, mesures anglaises, soixante-quinze pieds (75 pi) vers le nord-est, quatre-vingt-cinq pieds (85 pi) vers le sud-est, trente-six pieds et un dixième (36,1 pi) vers le sud-ouest, trois pieds (3 pi) vers le nord-ouest, trente-quatre pieds et soixante-quinze centièmes (34,75 pi) vers le sud-ouest, quatre-vingt-cinq pieds et soixante-seize centièmes (85,76 pi) vers le nord-ouest; borné vers le nord-est par la propriété des Loisirs de Mont-Joli ou représentants, vers le

sud-est par la rue de la Fonderie, vers le sud-ouest et le nord-est par le résidu du lot six cent soixante-quinze (675); avec bâtisse y dessus érigée, circonstances et dépendances et contenant en superficie six mille quatre cent soixante-huit pieds carrés et neuf dixièmes de pied carré (6 468,9 p²). »

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du C.P.C., le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque certifié fait au nom du shérif du district de Rimouski, conformément à l'article 670e du Code de procédure civile, est fixé à 6 223,00 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 71).

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Rimouski, 337, rue Moreault, SS.04, Rimouski, le MERCREDI SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1988 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
NICOLE MÉTHOT

Bureau du shérif
Cour supérieure
Rimouski, le 18 juillet 1988

57033

Rouyn-Noranda

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Rouyn-Noranda
Nos 600-02-000087-885
600-18-000006-881

VILLE DE ROUYN-NORANDA, corporation légalement constituée au droit des ex-villes de Rouyn et de Noranda, ayant son bureau principal et son siège social au 205, avenue du Portage, Rouyn-Noranda, partie demanderesse, contre JOHN MCCLEMENTS, domicilié et résidant au 117, rue Saint-Maurice, Rouyn-Noranda, district de Rouyn-Noranda, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda, mis en cause.

« Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro mille sept cent cinquante-quatre (1754) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la cité de Noranda; avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Désignation d'immeuble: 117, rue Saint-Maurice, Rouyn-Noranda, QC. »

Évaluation municipale: 110 000,00 \$.

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser audit shérif, en argent ou chèque visé au moment de l'adjudication, est fixé à 25 % de l'évaluation municipale, soit 28 875,00 \$, compte tenu du facteur comparatif établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau du shérif de Rouyn-Noranda, palais de justice, 2, avenue du Palais, salle RC04, Rouyn-Noranda, QC, le QUATORZIÈME jour de SEPTEMBRE 1988 à DIX heures.

Le shérif,
ME RICHARD LAFLAMME

Bureau du shérif
Cour supérieure
Rouyn-Noranda, le 5 juillet 1988

57034

Longueuil

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Longueuil
Nos 500-05-006499-873
505-18-000027-888

LA BANQUE ROYALE DU CANADA, corporation dûment constituée suivant la loi, ayant une succursale au 405, boulevard Maisonneuve Ouest, Montréal (district de Montréal), partie demanderesse, contre PAUL PAPPAS, résidant et domicilié au 7525, Jean-Bourdon, Montréal (district de Montréal), partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Laprairie, mis en cause.

« Trois terrains inoccupés situés dans la paroisse de Laprairie, comté de Laprairie, et figurant au cadastre de la paroisse de Laprairie sous les numéros de subdivision cinquante-deux, cinquante-trois et cinquante-quatre du lot originaire numéro cent cinquante-trois (153-52, 153-53 et 153-54). »

La mise à prix est fixée à 3 771,63 \$, soit 25 % de l'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou en chèque visé à l'ordre du shérif du district de Longueuil, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Laprairie, 214, rue Saint-Ignace, Laprairie, QC., le VINGTIÈME jour d'OCTOBRE 1988 à QUATORZE heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
YOLANDE GAUDETTE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Longueuil, le 8 juillet 1988

56954

Erratum

MATÉRIAUX BROMONT INC.

Prenez avis que l'avis de constitution paru dans la *Gazette officielle du Québec* le 14 mai 1988, à la page 1772 du numéro 20, concernant « MATÉRIAUX BROMONT INC. » est nul et de nul effet.

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
2549-7355

501

501

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
1853-9874

MARCHÉ VIENS (1985) LTÉE

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il corrige l'avis concernant la délivrance d'un certificat de modification, paru à la *Gazette officielle du Québec* le 1988 06 18, à la page 2429, du numéro 25, relativement à « MARCHÉ VIENS (1985) LTÉE », de façon à ce que la modification se lise: du capital-
actions.

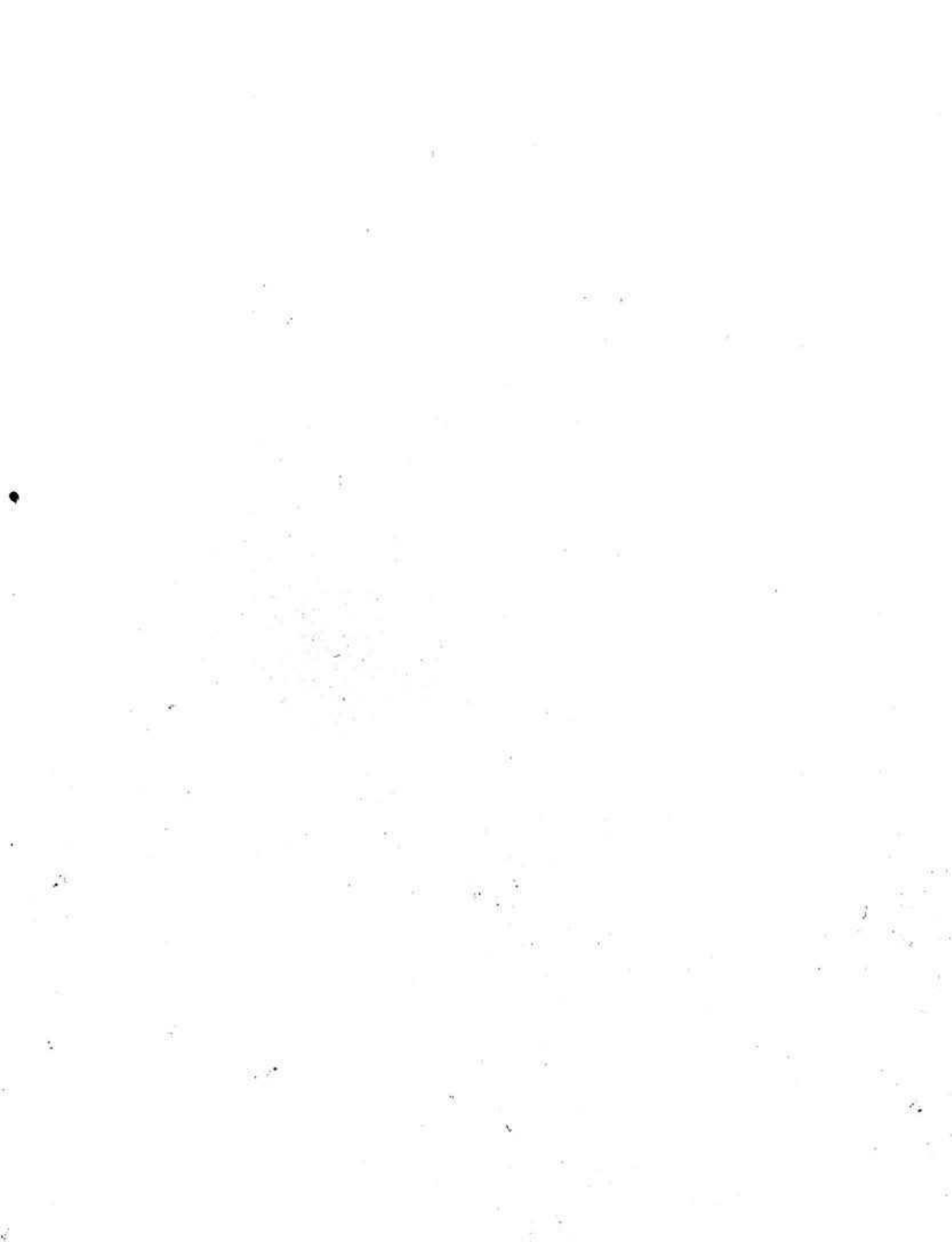
*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
2331-9502

501

501

LES GESTIONS MICHÈLE DUPRAS INC.

L'inspecteur général des institutions financières, en vertu des pouvoirs délégués par le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, donne avis que l'avis de dissolution éventuelle de corporation paru dans la *Gazette officielle du Québec* le 7 juin 1986, à la page 2937 du numéro 23, et l'avis de dissolution paru dans la *Gazette officielle du Québec* le 4 octobre 1986, à la page 5167 du numéro 40 concernant la compagnie « LES GESTIONS MICHÈLE DUPRAS INC. », sont nuls et de nul effet, compte tenu que cette compagnie avait produit les rapports annuels exigés dans les délais prescrits par l'avis de dissolution éventuelle de corporations.



LE TRAVAIL

ça m'intéresse!



Le Marché du Travail

Une revue mensuelle qui vous offre, en plus d'études et de recherches récentes sur le monde du travail, des statistiques et des informations sur:

- la main-d'oeuvre;
- l'indice des prix et de la rémunération;
- les relations de travail;
- les ententes négociées

De nombreux graphiques et tableaux statistiques sont présentés et sont accompagnés de textes écrits dans un langage simple.

L'abonnement au prix de 55 \$ comprend 12 numéros. Chaque numéro est disponible au coût de 5.50 \$ dans les librairies « Les Publications du Québec ».

POUR ABONNEMENT: Les Publications du Québec
Service à la clientèle-Abonnements
404, boul. Décarie, Suite 101
Ville Saint-Laurent (Québec)
H4L 5G1
Tél.: (514) 748-5100

Québec 



Port de retour garanti
Gazette officielle du Québec
1279, boulevard Charest ouest
Québec
G1N 4K7

ISSN 0703-5756

